No 33 du 21 juin au 5 juillet

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 913

RENAULT ARSENAUX
La bonne voie contre le Plan Barre





Les lecteurs ont la parole

A PROPOS DES AUTONOMES

L'article *« Qui sont les autonomes ? »*, paru dans le bimensuel No 30, a suscité de la part de nos lecteurs un certain nombre de réactions. Une des lettres reçues, notamment, souligne que le phénomène est *« beaucoup plus complexe que ce qui est décrit »* et nous reproche de n'avoir montré qu'un aspect, en négligeant la *« division des partis de gauche »*. Elle regrette que les questions : *« D'où ça vient ? Pourquoi maintenant ? A qui la faute ? Quelle est leur évolution ? »* restent entières. « C'est une critique que nous avons estimée en grande partie justifiée.

Pour tenter d'aller plus loin, un de nos rédacteurs a eu un entretien avec un militant autonome.

Les origines

D'après X, les origines de ce mouvement sont plus à rechercher dans le *courant libertaire anti-autoritaire, associationniste que dans le mouvement Gauche prolétarienne*, comme nous l'écrivions dans le bimensuel No 30.

D'autre part, il conteste nos affirmations selon lesquelles *« le mouvement autonome recrute essentiellement chez de vieux étudiants et parmi les fils de grands bourgeois »*.

Selon lui, le mouvement autonome se développe essentiellement chez les jeunes chômeurs et les jeunes immigrés.

Enfin, dit X, l'affaire Baader a été pour eux un révélateur.

« Les révolutionnaires n'avaient pas à l'abandonner à la répression de l'extrême-droite, même s'il a commis des erreurs ».

Pourquoi maintenant ?

La principale unité des autonomes est basée sur le *« refus de se laisser magouiller »*, aussi bien par les partis que par les syndicats, jugés définitivement impossibles à redresser de l'intérieur, et sur la volonté de *« se réapproprier tout ce que l'on nous pique »*. D'où des initiatives d'actions directes comme sur les transports (bris des machines de contrôle par le Groupe de résistance aux transports payants, les auto-réductions, les squatts, voire le pillage des magasins, de préférence les grandes surfaces).

Les pétitions, les manifestations pour se faire plaisir ne servent à rien : il faut affronter l'État sur un autre terrain, y compris physique. Les autonomes veulent se regrouper, non autour de discours théoriques, mais sur des pratiques communes, avec le souci de *« ne pas laisser récupérer la révolte »*.

Perspectives et contradictions

Il faut, dit X, *« dès maintenant vivre autrement, dès maintenant se battre pour l'impossible »*, *« trouver d'autres types de rapports entre les individus »*, d'où la volonté des autonomes de développer *« une vie collective de quartier »* en s'aidant par la création de *« points de rencontre »* (maisons communes, aires de jeux, fêtes, squatts, soutien local aux travailleurs en lutte) et en impulsant une autre forme d'information (les radios-pirates et des journaux de contre-information).

Nous comprenons qu'un certain nombre de jeunes, écœurés par la trahison des partis de gauche et par les organisations trotskistes qui gueulent au loup pendant les élections et ensuite votent pour le loup, en soient venus aux actions directes de type commando et à rejeter les partis.

Nous rappelons à X que ces préoccupations, ces motivations ne sont pas nouvelles dans l'histoire du mouvement ouvrier et que des tentatives similaires, dans un passé plus ou moins récent, se sont toutes soldées par des échecs car elles étaient porteuses de contradictions insurmontables. Affronter l'État jusqu'à aboutir à sa destruction exige l'organisation : il n'y a pas de pratiques justes en elles-mêmes, si elles ne sont guidées par une ligne politique ; il n'est de recours à la violence que légitimé par une volonté populaire, une prise de conscience de l'ensemble de la classe ouvrière.

Faute de quoi, un tel recours a l'effet contraire à celui recherché et entraîne le plus souvent une justification de la répression bourgeoise, fasciste. D'où les accusations aux auteurs d'être les *« alliés objectifs »* de la droite.

C'est pourquoi, nous communistes marxistes-léninistes, nous ne pouvons en aucun cas cautionner ce genre d'actions qui, dès maintenant, servent de prétexte à la répression et à des campagnes de dénigrement contre le mouvement révolutionnaire et ne font en rien avancer la prise de conscience de la classe ouvrière.

Nous n'en sommes pas à l'heure actuelle dans une situation pré-révolutionnaire où la classe ouvrière est prête à affronter l'État.

Le rôle des révolutionnaires est de les préparer, au travers des luttes qu'elles mènent d'ores et déjà, à affronter l'État et à porter des coups au plan Barre et à la politique de concertation.

Ce ne sont, pas les actions de quelques commandos isolés, mais la lutte des ouvriers qui s'organisent sur une base de masse et de classe qui portent un coup à la violence du pouvoir et permet d'affaiblir la domination de l'État bourgeois et, un jour, d'y mettre fin.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Politique intérieure

International

Courrier des lecteurs

Manifestation dans l'usine à Renault-Flins. (photo HR)

La France des luttes

Culturel

Humanité rouge
P.n.l.
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 2e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazéreau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria, Nicole Margene, Guy Lannvain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty

Giscard en Corse

Les promesses ne coûtent rien

Giscard avait jugé le moment opportun pour se rendre en Corse. Sa visite non seulement fut tout, sauf un succès pour le gouvernement français, mais encore elle fut marquée par une répression plus dure du mouvement patriotique corse et une série de promesses-bidons.

C'est en 1977, au mois d'août, que Giscard avait annoncé son intention d'aller en Corse *« le moment venu, pour examiner avec les élus, les hommes et les femmes de Corse, la solution de leurs difficultés, dans un climat débarrassé des médiocres aventures et conforme à la fière dignité corse ».*



A Bastia, lors du transfert vers le continent des militants soupçonnés d'appartenir au FNLC.

Les « médiocres aventures »

Les *« médiocres aventures »* en question sont, aux yeux du chef de l'État français, les actions des patriotes corses. Au moment où Giscard est arrivé dans l'Ile, les actions des patriotes, loin de baisser, continuaient de plus belle : attentat contre la voiture de Terullin, chef du 2e REP, et embuscade contre une patrouille de police. Ces deux actions étaient revendiquées par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC).

Le gouvernement et sa police avaient pourtant tout fait pour museler le mouvement national. 23 militants du FNLC étaient arrêtés dans les jours qui précédaient la visite de Giscard et traduits devant la Cour de sûreté de l'État. Mais on ne peut museler un peuple avec la répression. Les autorités françaises devaient reconnaitre leur incapacité à détruire le FNLC, ce qui était au fond le but de l'opération policière.

La question nationale

Si les mouvements nationalistes corses sont à même de résister à la répression, c'est aussi qu'ils sont soutenus par de larges couches du peuple corse dont ils sont issus.

La situation dans l'Ile devient, en effet, de plus en plus invivable, du fait de la domination et de l'exploitation que lui fait subir l'État français. Les campagnes sont distribuées aux anciens colons d'Algérie, au détriment des petits paysans locaux. L'industrie a été détruite par l'État français. Le tourisme ne rapporte qu'aux capitalistes du continent.

La Corse se dépeuple, se meurt. Devant une telle réalité: il y a longtemps que de nombreux Corses ont compris que l'on n'avait plus rien à attendre des promesses du gouvernement de Paris. Cette constatation sera de mise cette fois encore.

Giscard s'est refusé à toute prise en considération du fait que la Corse est un nation différente de la nation française et qu'elle a des droits en tant que telle. Le premier des droits du peuple corse, c'est le droit à l'autodétermination, le droit de décider de son sort.



Parade devant la Légion.

Pour Giscard, pas question de tout cela : *« Il n'y a pas de problème de la Corse, il y a des problèmes en Corse ».*

Promesses, promesses

Et face aux problèmes économiques du développement de l'Ile, que propose Giscard ? Un certain nombre de mesures déjà planifiées mais jamais mises en pratique et un certain nombre de mesures allant dans le sens de la même politique de pillage.

Aucune mesure permettant un renouveau industriel de l'Ile. Ce qui veut dire que le gouvernement continuera de laisser l'industrie corse mourir après avoir pillé ce qui l'intéressait.

Au niveau agricole, la promesse de vendre aux jeunes Corses les terres des ex-colons d'Algérie qui ont fait faillite.

Outre le fait qu'il ne s'agit que d'une infime partie de ce que l'État français a distribué à ces gros propriétaires, ces parcelles seront vendues à des prix inabordables pour les paysans locaux, qui devront s'endetter dès le départ.

Le peuple corse ne s'y est pas trompé. Son accueil fut froid. Il le fut de plus en plus au cours du voyage. Giscard était indésirable en Corse, il le reste.

Philippe LECLERC

A propos des évènements entre la Chine et le Vietnam

Garder confiance

La guerre entre le Vietnam et le Kampuchea et aujourd'hui l'expulsion massive des Chinois du Vietnam comptent sans nul doute parmi les événements les plus douloureux et les plus troublants de ces trente dernières années. Le peuple vietnamien n'a-t-il pas soutenu une longue et héroïque guerre de résistance aux impérialistes français puis aux impérialistes américains ? Le peuple vietnamien n'a-t-il pas combattu conjointement avec le peuple lao et le peuple khmer ? Alors comment ces peuples, hier unis dans la lutte commune contre la plus grande puissance impérialiste de l'époque, peuvent-ils aujourd'hui être amenés à mourir dans une guerre fratricide ? Comment le Vietnam uni pendant près de trente ans à la Chine par une solidarité révolutionnaire très active peut-il aujourd'hui persécuter et chasser les ressortissants chinois ?

Ne pas s'abandonner au fatalisme

Il faut se poser sérieusement ces questions et y répondre sans s'abandonner au fatalisme, au désabusement ou au désespoir.

L'histoire est pleine de ces retournements douloureux qui doivent être compris et surmontés de telle sorte que tous les révolutionnaires et les peuples y puisent des forces nouvelles.

Ainsi l'Union soviétique, le premier pays du socialisme, le premier pays de dictature du prolétariat, le pays de la victoire décisive sur le nazisme, ce pays-là, vers qui les yeux des exploités et opprimés du monde entier se tournaient à juste titre hier, est devenu un pays fasciste, un pays expansionniste digne de l'Allemagne hitlérienne vomie par tous les peuples.

Cela veut-il dire que la révolution se transforme obligatoirement en son contraire ?

La victoire d'une révolution n'est jamais acquise

Non, mais précisément, tous ces événements surprenants, telle à une moindre échelle la transformation de Cuba en mercenaire de l'URSS, sont la preuve que la victoire d'une révolution n'est jamais acquise définitivement.

C'est qu'en effet la lutte de classe, tant sur le plan international que sur le plan intérieur à chaque pays, se poursuit. Et si la ligne suivie par le prolétariat révolutionnaire et son parti n'est pas correcte, des revers graves ne peuvent manquer d'en découler.

Tout en menant la guerre de résistance à l'impérialisme américain, la direction du Parti communiste vietnamien s'est toujours refusée à reconnaitre la transformation de l'URSS en un pays de dictature bourgeoise, pire le Parti communiste vietnamien s'est empressé d'approuver l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie en 1968.

Or, depuis lors, bien des choses ont changé dans le monde : l'URSS a fomenté de nombreux coups d'État, elle se livre à l'expansion en Afrique et elle prépare activement une guerre en Europe.

L'URSS est devenue, par ses forces armées et ses ambitions, la plus dangereuse et la plus agressive des deux superpuissances. Dès lors, la gravité de la position vietnamienne apparaît plus nettement. Ne pas lutter contre la superpuissance soviétique, mais rentrer dans ses projets d'écrasement du Kampuchea démocratique et d'encerclement de la Chine, voilà qui ne va sûrement pas dans le sens des intérêts du peuple vietnamien.

Nous avons confiance dans le peuple vietnamien

Le peuple vietnamien n'acceptera pas d'être transformé en mercenaire de l'URSS en Asie, pas plus que le peuple cubain n'accepte passivement d'être le mercenaire de l'URSS en Afrique. Le peuple vietnamien qui a chassé les colonialistes français et les impérialistes américains n'acceptera sûrement pas d'être attaché au char de guerre de Moscou.

Henri JOUR

Les luttes du peuple corse



En 1755, les députés de la «Consulta» approuvent la nouvelle constitution de la nation corse.

Le 13 juillet 1755, Pascal Paoli (« U babbu di a patria » — le père de la patrie) devient chef d'une nation corse indépendante. En 8 ans, il réalise l'unité complète de la Corse, sauf quelques grandes villes toujours tenues par les Génois qui ont dominé l'Ile pendant de longues années.

En 1755, il promulgue une nouvelle Constitution, 34 ans avant la Révolution française, cette Constitution est alors la plus démocratique du monde.

Le 15 mai 1768, Gênes qui n'a pas pu rembourser ses dettes de guerre vend la Corse à la France, sans tenir bien sûr aucun compte de la volonté de la population. Dès lors, sous des formes diverses, avec des intensités différentes, le peuple corse luttera pour conquérir le droit à l'autodétermination, le droit à disposer de son sort national, contre la mainmise de l'État français.



A partir de 1970, le mouvement nationaliste corse connait un regain d'activités. 1970-1971 : manifestations pour l'emploi ; 1972 : apparition publique lors de la finale de la Coupe de France de football Bastia-Marseille ; premières manifestations contre les boues rouges qui polluent la Méditerranée ; 1973 : manifestation contre les boues rouges à Bastia, Edmond Siméoni et Vincent Duriani, leaders autonomistes corses sont arrêtés ; occupation du restaurant universitaire de Nice par les étudiants corses ; 1974 : plastiquage d'une Caravelle sur l'aéroport de Bastia, manifestation d'agriculteurs à Ajaccio ; 1975 : affrontement armé avec les CRS à Aléria ; opération « Ile morte ».

(Notre photo : manifestation populaire pour la libération des militants politiques corses emprisonnés.



C'est en 1977 qu'est créé le Front de libération nationale de la Corse (FNLC). A son programme : la lutte pour l'indépendance nationale de l'Ile. Avec la publication de la brochure du FNLC « A liberta o a morte » (La liberté ou la mort), quelque chose change dans le paysage politique de l'Ile : on ne parle plus seulement d'autonomie, mais d'indépendance.

1975, Aléria. Lorsque le 22 août 1975, à Aléria, vers 16 h, Edmond Siméoni, leader autonomiste corse, se constitue prisonnier et que ses compagnons quittent en chantant la cave de la ferme Delpeille, emportant toutes leurs armes, une page de l'histoire de la Corse, et probablement de la France, vient d'être tournée. Dans l'affrontement qui a suivi l'occupation de la cave Delpeille, deux CRS ont été abattus, un le sera quelques jours plus tard à Bastia. Après Aléria, rien ne sera plus jamais comme avant en Corse.

(Notre photo : la cave Delpeille : *« Colons hors de Corse », « La Corse aux Corses »*.



C'est par la répression que le gouvernement français tente de maintenir sa domination sur l'île corse. Sanguinetti proclame le 22 août 1975 : *« Si vous cédez sur la Corse, vous céderez sur la Bretagne, le Pays Basque, la Catalogne, l'Alsace, la Flandre et j'en passe »*. Michel Debré surenchérit : *« Les extrémistes se sont toujours servis en France des revendications particulières notamment provinciales pour porter atteinte, jadis au royaume, aujourd'hui à la République »*. Giscard, Chirac puis Barre vont renforcer sans cesse le dispositif répressif, accélérer l'encadrement militaire et policier de la population corse.

(Notre photo : voitures blindées devant le siège de l'ARC (« Action régionaliste corse », aujourd'hui APC (« Association des patriotes corses »).



Plan Barre 3

Feu vert pour les requins

De Renault à Boussac, en passant par Terrin, Manufrance, etc., les travailleurs réagissent à la politique de Giscard-Barre. Cette politique revêt la forme du plan Barre III. Que représente ce plan ? Si le maître-mot des deux premiers plans, c'était le « blocage des prix », celui du IIIe plan, c'est la liberté de prix. Quelle différence ? Pour les travailleurs, c'est encore une aggravation de leurs conditions de vie et de travail. Pour les patrons, c'est une politique encore plus adaptée à leurs exigences de profit.

Il s'agit de permettre aux grandes firmes d'avoir des capacités de financement — c'est-à-dire des profits — toujours plus importants. Ceci, pour pouvoir renouveler leurs biens d'équipement, s'aggrandir et se tailler une part croissante du marché mondial par leurs exportations. Bref, faire face au *« défi des années 80 »*, selon les dires mêmes de Giscard-Barre. Autrement dit, être compétitifs, pouvoir faire face à la concurrence des autres pays étrangers, notamment la RFA qui est un des plus gros concurrents sur le marché commercial européen et leur arracher des parts de marché.

Or, faire en sorte que les entreprises puissent se constituer de telles marges de profit pour être ainsi compétitives, cela implique moins de *« dirigisme »* économique et une libéralisation des prix industriels. Que la loi de la concurrence joue à plein et les gros deviendront encore plus gros, et de plus en plus vite. Tel est le sens de la compétitivité propre à tout système capitaliste.

La liberté des prix

Des véhicules utilitaires en passant par l'horlogerie, la poterie, jusqu'aux biens alimentaires, tout y est passé depuis le 1er juin. L'agriculture doit devenir, selon les vœux de Giscard, *« l'or vert de la France »* — une source de devises pour rééquilibrer le commerce extérieur.

Mais Monory et Barre ne veulent pas s'arrêter en un si beau chemin, ils prévoient de renouveler, dans un an, la même opération pour le commerce. Autrement dit, libéraliser les marges bénéficiaires afin que les grosses industries puissent être assurées de commandes stables et de débouchés sûrs. Après la production, c'est donc à la distribution qu'ils s'attaqueront pour poursuivre leur *« œuvre »* de restructuration.



« Travailler, épargner, innover et exporter », tout le reste est bavardage, a déclaré Barre récemment. C'est au nom de cette politique qu'il envoie les CRS à Renault.

Mais, la liberté des prix n'est qu'une arme au milieu de tout ce plan de guerre économique que représente celui du *« redéploiement industriel »*.

Permettre des capacités de financement encore plus importantes pour les monopoles, cela implique que l'État doit drainer encore plus de capitaux vers ceux-ci.

Drainer des capitaux vers les monopoles

Divers moyens sont mis en œuvre à cet effet :

— *La détaxation de l'épargne* : La somme de 5 000 F (plus 1 000 F par enfant à charge) sera déduite du revenu imposable. Cette détaxation ne concerne que les achats d'actions françaises cotées en bourse ou jouissant sur le marché hors-cote, d'un volume important de transactions. Cette mesure tend donc à favoriser les grosses sociétés et à pousser à leur augmentation du capital par la souscription d'actions nouvelles.

— *Le contrat emploi-formation* : il vise à fournir des capitaux aux entreprises qui seront exonérées de 50 % des cotisations sociales, et qui ne paieront que 70 % des salaires de ces jeunes « *stagiaires* ». En fait, cela revient à leur livrer tout un contingent de jeunes travailleurs temporaires qu'on n'aura même pas besoin de li-



cencier en fin de « *stage* ».

Aux travailleurs de payer

Barre avait été clair : gare à tous ceux qui ne font pas de profits suffisants. Gare aux canards boiteux. Barre les laissera sur le carreau : seuls seront aidés ceux qui auront une « *bonne gestion* », «*dégraisseront les effectifs en surnombre* » et seront « *attentifs à l'évolution de la masse salariale* ». Traduisez : cadences élevées, licenciements, blocage des salaires seront les trois critères d'aide aux entreprises.

Barre avait parlé de concertation mais uniquement, semble-t-il, pour revenir sur les avantages acquis.

Citons maitenant Ceyrac : « *Les concessions ne doivent plus se faire à sens unique* » ou encore : « *Il ne s'agit pas d'accumuler de nouveaux avantages sociaux* ».



Ce qui domine, c'est une attitude d'intransigeance et nos capitalistes se sentent encore plus encouragés dans cette voie du bâton par le gouvernement qui en a fini avec les élections.

Le doublement des cadences de production

Aussi, le plan Barre III se fait-il très durement ressentir au sein même des entreprises.

En effet, les entreprises cherchent à dégager des marges de profit leur permettant de financer le renouvellement de leur matériel et de développer leurs exportations. Or, cela passe nécessairement dans tout système capitaliste par une baisse des frais de production d'une part et d'autre part, par une élévation de la productivité du travail. La baisse des frais de production, cela signifie le blocage des salaires, la hausse de la productivité du travail, c'est l'emploi de matériel nécessitant moins de travailleurs au profit d'une intensification de la production. D'un côté, on licencie, de l'autre on augmente les cadences. « *Le Nouvel économiste* » ne dit-il pas crûment : « *On considère que le doublement d'une cadence de production dans l'industrie automobile entraîne une réduction des coûts de l'ordre de 20 %, donc un accroissement des profits que l'entreprise pourra réinvestir à l'étranger* ». Ceci est d'ailleurs confirmé par un travailleur de Renault qui déclare : « *Avant, j'assemblais 644 pompes de R16 par jour. Avec la R18, cela va jusqu'à 830* ». Or, on sait que Renault est le leader de l'exportation des monopoles de l'auto et est en train de lancer avec brio sa R18 sur le marché des USA. O consécration s'il en est !



La réduction du pouvoir d'achat

Autre conséquence très lourde pour les travailleurs de la course aux profits : une hausse des prix vertigineuse ces deux derniers mois et la réduction de leur pouvoir d'achat.

Si le patronat et le gouvernement se sentent les mains libres pour appliquer leur sinistre plan, la responsabilité en incombe pour une grande part aux dirigeants syndicaux et aux dirigeants des partis de gauche qui pendant des années empêchaient toute lutte de riposte à cause de l'éventualité de la victoire du Programme commun de gouvernement. Ce sont les mêmes qui aujourd'hui sont obligés d'appeller à la lutte, comme à Renault où à l'arsenal de Brest ; mais ils ne comptent *avant tout* que sur des négociations à froid (leur ligne fondamentale reste la concertation). Seule l'unité de la classe ouvrière permettra de s'opposer efficacement à ce 3e plan Barre.

Renault à la pointe du combat

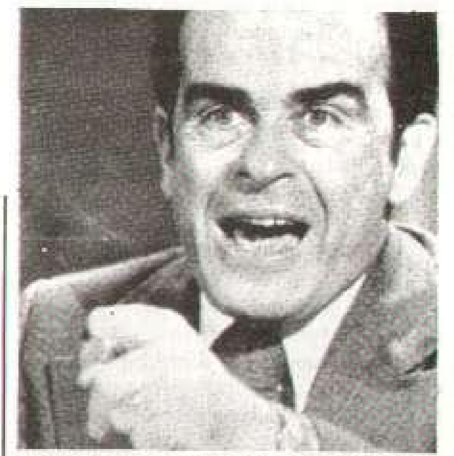
Comme l'actualité nous le montre tous les jours, les travailleurs ripostent. Et si Renault représente l'exemple type du monopole tel que les aiment Barre et Ceyrac, les travailleurs de Renault sont aussi à la pointe du combat contre les mesures du plan Barre III.

Catherine LEMAIRE

PCF

Ce qui devait arriver ...

Ce qui devait arriver et que nous avions annoncé est arrivé. Devant l'ampleur publique de la contestation interne au PCF, Georges Marchais, Roland Leroy et leurs acolytes ont franchi une nouvelle étape.



Les méthodes de Marchais ne sont pas sans rappeler celles de l'URSS envers ses dissidents.

Ils avaient commencé par nier les problèmes posés par l'échec de l'Union de la gauche en rejetant globalement la faute sur leurs alliés socialistes, puis ils ont prétendu qu'une large discussion interne se menait alors dans le cadre même du PCF.

La contre-attaque

Aujourd'hui, ils ont organisé la contre-attaque contre les « dissidents » : du blocage de la discussion, du refus de lui accorder une place dans l'« Humanité », ils sont passés à la répression : les étiquettes « fractionnistes », anti-parti », « agents du Parti socialiste » ont été collées sur les opposants pour les isoler et les diviser. Continuant cette opération, la direction du PCF est en train d'orchestrer une campagne de résolutions la soutenant. De ces résolutions, la direction du PCF fait arroser la grande presse. Le but visé est de noyer la parole des dissidents et d'intimider la presse en question notamment « Le Monde ».

Cela n'est pas sans rappeler la façon d'agir des dirigeants du Kremlin, de Tchécoslovaquie ou d'Allemagne de l'Est, face à leurs dissidents. On imagine aisément ce que serait le soi-disant socialisme aux couleurs de la France à la sauce Marchais.

Les opposants sur la défensive

La tournure que prend la crise du PCF démontre de plus en plus nettement que le débat sur le « centralisme démocratique » que mènent les opposants du PCF ne peut déboucher sur une transformation du PCF. Dans un premier temps, cela a eu pour avantage d'unir des militants aux points de vue parfois bien différents : ils se retrouvaient dans leur mécontentement contre les méthodes autoritaristes de la direction de leur parti.

Mais aujourd'hui, cela semble plutôt desservir ces opposants. Car où veulent-ils en venir ? Quelle est leur ligne, que proposent-ils comme orientation ? C'est là sans doute la question que se posent les militants et sympathisants du PCF. Chacun sait, par sa pratique, que la démocratie n'est qu'un moyen pour atteindre un but, jamais une fin en soi. Lorsqu'on examine les critiques faites par nombre d'opposants sur le fonctionnement de leur parti, on ne peut douter que beaucoup d'entre elles soient approuvées par la masse des adhérents du PCF. Cela est confirmé par l'importance du courant « centriste », de ceux qui ne veulent pas trancher entre direction et opposants. Mais on ne voit pas de contradiction fondamentale dans la ligne, puisque direction et opposants, même Althusser, se réfèrent tous au 22e congrès du PCF.

Autrement dit, l'enjeu de la bataille direction/dissidents n'est pas clair. Tant que les opposants ne mèneront pas leur combat essentiellement sur le terrain de la ligne politique et idéologique, il y a fort à parier qu'ils demeureront sur la défensive face au groupe Marchais-Leroy. D'ailleurs Marchais, Leroy et Cie l'ont bien compris eux puisque la réunion du deuxième Comité central, depuis l'échec de mars, a pour ordre du jour unique « la lutte contre la politique intérieure et extérieure du pouvoir giscardien ». Autrement dit, le bilan des élections est clos, on repart et on recommence comme si de rien n'était.

Henri JOUR

COMMENT POSER LES PROBLEMES DU CENTRALISME DÉMOCRATIQUE.

Nous ne posons pas la question du centralisme démocratique comme mode de fonctionnement d'un parti communiste dans l'abstrait. Il ne s'agit pas en effet d'un dogme. De même que l'existence du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, le centralisme démocratique ne constitue pas un but en soi. Le but, le but fondamental, à quoi nous subordonnons tout, c'est la libération de la classe ouvrière et de tous les travailleurs enchaînés par la capital. C'est pour mener cette lutte qui passe nécessairement par des phases aigües, qui passe nécessairement par la violence vue la résistance violente et acharnée des exploiteurs que le prolétariat a besoin d'un état-major, d'un parti qui guide son combat à travers les écueils innombrables de la lutte des classes.

L'édification du parti communiste

Lorsqu'il n'y aura plus de classes sociales, alors il n'y aura plus besoin



de parti communiste. Autrement dit, nous sommes pour l'édification du Parti communiste marxiste-léniniste qui défend dans la pratique les intérêts de classe des exploités, nous sommes pour le parti communiste qui éduque et arme la classe ouvrière et peut renverser les capitalistes. Par contre, nous sommes contre un tel parti si sa direction est passée entièrement aux mains de la bourgeosie, s'il désarme la classe ouvrière au lieu de l'armer, s'il conduit le peuple dans l'impasse au lieu de le conduire à la victoire, comme c'est le cas du PCF. Nous sommes contre un tel parti s'il n'a plus que l'étiquette trompeuse de communiste.

Le centralisme démocratique

En ce qui concerne le centralisme démocratique, le problème est le même : le mode de fonctionnement d'un authentique parti communiste est directement subordonné à son objectif fondamental : le renversement par la révolution violente de masse du pouvoir d'État capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette façon de subordonner la forme d'organisation au but a toujours été la façon de raisonner de tous les révolutionnaires, non seulement Marx et Engels, mais même des non-marxistes comme Blanqui.

Qui songerait à reprocher aux blanquistes, organisés de façon conspirative, le manque de démocratie dans leurs rangs ? Le problème n'est pas là. C'est plutôt que la forme d'organisation des blanquistes n'était pas la plus efficace pour atteindre le but recherché. La conception du centralisme démocratique comme mode de fonctionnement du parti de type nouveau a été élaborée par Lénine, précisément avec le souci de joindre une direction unique, la plus centraliste, ce qui est indispensable pour affronter l'ennemi de classe, à la démocratie la plus large conçue précisément comme un moyen de renforcer la direction unique du parti et donc la capacité à combattre de tout le parti.

Mais il est évident que, à partir du moment où le but fondamental de la révolution est abandonné, le « centralisme démocratique » ne peut devenir qu'une enseigne mensongère destinée à camoufler la dictature de la bourgeoisie au sein du parti.

Henri JOUR

Le PS face à Giscard

« Le choc de la défaite de la gauche aux élections législatives n'a provoqué au sein du Parti socialiste aucun des déchirements, des déchaînements que l'on a pu voir ailleurs », a déclaré Mitterrand le 11 juin, faisant allusion à la contestation qui déchire le PCF. Et pourtant...

Pourtant, il est obligé de reconnaître en même temps que le PS a besoin de *« voir clair en son avenir »*. Une chose semble acquise pour la plupart des responsables socialistes : *« Le Programme commun est forclos »*, comme l'a déclaré le premier secrétaire.

La minorité organisée du PS, le CERES, traditionnellement plus proche du PCF, a dû se faire, elle aussi, à cette idée, mais pas de gaité de cœur. Dans l'immédiat, le PS ne veut pas envisager de se relancer dans une alliance avec le PCF qui s'est soldée par l'échec des législatives.

Le premier à proclamer cette réalité, le soir même du second tour des législatives, fut Michel Rocard. Aujourd'hui encore, il reste le principal défenseur d'une ligne d'indépendance par rapport au PCF.



Jean-Pierre COT

La question dès lors posée à l'ensemble du PS est à la fois de se situer comme parti d'opposition et à la fois de se situer face aux appels à l'ouverture,lancés par Giscard et réaffirmés lors de sa conférence de pre ture, lancés par Giscard et réaffirmés lors de sa conférence de presse du 15 juin.

Le PS est loin d'être insensible aux propositions du gouvernement tendant à définir un statut de l'opposition, un peu comme ça se passe dans un pays comme l'Angleterre, où les amis de Mitterrand sont au pouvoir.

Il existe d'autres points qui peuvent permettre et ont déjà permis, dans une certaine mesure, un rapprochement entre la majorité présidentielle et le PS. Par exemple, le domaine de la politique internationale.

Un certain nombre de prises de position de Giscard face aux deux superpuissances, les USA et l'URSS, sont vues d'un bon œil au PS. Ce n'est pas un hasard non plus si un socialiste, Jean-Pierre Cot, a accompagné Giscard à l'ONU pour la conférence sur le désarmement.

De même, il existe au sein du PS, et surtout dans les milieux dirigeants, toute une série de jeunes technocrates comme Attali, qui ne rêvent depuis longtemps que de gérer le capitalisme sans modifier en rien les structures, mais simplement en le modernisant, en le mettant au goût du jour pour qu'il réponde aux exigences du marché.

Bien des points de vue tactiques divisaient déjà le PCF et le PS avant les élections, depuis, en fait, la signature de l'Union de la gauct).

Aujourd'hui, les liens organisationnels (l'Union de la gauche) et politiques (le Programme commun) qui unissaient les deux grands partis de gauche n'existent plus.

Rester un parti d'opposition ? Se rapprocher de la majorité ? Réussir à concilier les deux ? Tel est le débat qui agite aujourd'hui le Parti de Mitterrand.

Philippe LECLERC

Giscard et l'Afrique

Une politiqe à double face

Au Tchad comme au Sahara occidental, le gouvernement Giscard commet une agression impérialiste qui se heurte à la réprobation de tous les peuples. Par contre, maints pays du tiers monde reconnaissent à la France un rôle positif, même s'il reste limité, dans le dialogue Nord-Sud. Au Zaïre où le régime Mobutu est discuté, l'intervention française a contribué du moins à repousser une agression suscitée par l'URSS. Quelle politique globale reflètent ces faits contradictoires ? Que penser de la politique de Giscard en Afrique ? C'est à cela que nous voulons apporter quelques éléments.

La grande inquiétude de Giscard à l'égard des coopérants français ne trompe pas. Qu'a-t-il fait en faveur des Français emprisonnés, torturés ou tués en Argentine ? Pas grand-chose ! Derrière cet humanisme, au Tchad, au Sahara occidental comme au Zaïre, il y a en fait des intérêts économiques et stratégiques vitaux pour l'impérialisme français. En est-il autrement en ce qui concerne le rôle de la France dans le dialogue Nord-Sud, susceptible d'apporter une certaine aide au développement des pays du tiers monde ? Il suffit d'écouter Claude Cheysson, chargé des relations avec le tiers monde à la Commission européenne de Bruxelles : *« Pour la relance de notre économie, le développement du tiers monde est un élément très positif. Car c'est là qu'existe un appétit d'investissements. Nous devons y répondre. Mais nous devons aussi être capables d'anticiper les conséquences de l'industrialisation du tiers monde sur notre propre développement »*. Si les pays capitalistes européens tiennent à développer le dialogue Nord-Sud et s'apprêtent à renégocier la convention conclue à Lomé, en 1975, entre la CEE et les ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), il n'y a aucune philantropie là-dessous. Ils ont le souci de développer leur marché tout en cherchant à maintenir un ordre économique inégal même s'ils se voient contraints en même temps de faire certaines concessions.

Recoloniser l'Afrique ?

Giscard veut-il recoloniser l'Afrique comme l'espèrent déjà certains nostalgiques qui crient bravo à l'intervention des paras ? Sans doute le chercherait-il s'il le pouvait, mais on n'en est plus là. Le temps n'est plus où les écoliers français pouvaient voir figurer sur leurs livres de géographie de larges étendues d'Afrique marquées du sceau de la France, d'Alger à Brazzaville. De son empire, il ne reste plus à l'impérialisme français que quelques lambeaux : Réunion, Guadeloupe, Martinique, etc., où sa domination devient de plus en plus fragile. Il suffit de considérer les effectifs français opérationnels en Afrique (12 000 hommes, moins que les Cubains) pour comprendre que toute reconquête serait vouée à l'échec. Giscard peut se permettre des agressions ponctuelles dans certains pays d'Afrique, mais ce n'est pas sur cela qu'il compte pour accroître l'influence de la France dans l'ensemble de ce continent.

Gagner de l'influence

Ce qui permet à Giscard d'espérer accroître cette influence, c'est les jalons laissés dans des pays qui restent encore relativement dépendants sur le plan économique. Mais surtout, car cette dépendance va en s'amenuisant, c'est la crainte qu'inspire à maints pays africains la politique d'agression et de subversion de de l'URSS, politique à laquelle les USA ne semblent plus en mesure de s'opposer. Hantés par le souvenir de leurs échecs cuisants en Asie, ils sont désormais sur la défensive même s'ils consentent encore parfois, comme au Zaïre, à accorder une aide logistique dont ils escomptent bien entendu quelques avantages.



L'armée française a massacré honteusement des centaines de Tchadiens.

C'est dans cette situation que l'aide de la France se présente comme un recours possible et en tout cas, pour maints pays, un moindre mal. On remarquera à ce sujet que la force interafricaine d'intervention, à laquelle le gouvernement français donne assistance, n'a vu le jour, après maintes réticences, que lorsque l'URSS a démontré une fois de plus au Shaba ses intentions agressives. Giscard compte bien, tout en aidant à combattre les menaces d'intervention qui auraient également à moyen terme de graves répercussions sur l'Europe, pousser ses intérêts en Afrique. Mais si des délégations comme celles du Cap Vert, de Guinée-Bissau ont accepté de participer au dernier sommet franco-africain et si la Guinée de Sékou-Touré ne voit plus l'ensemble de la politique de Giscard du même œil, c'est que le rapport de force a changé.

Des pays africains peuvent songer à utiliser les contradictions entre les anciens colonisateurs et les superpuissances à leur avantage en profitant de la faiblesse relative de ces pays de moyenne puissance dont est maintenant constituée l'Europe.

Jean NESTOR

L'enjeu africain

Pour le gouvernement Giscard

Les capitalistes français importent 99 % de l'uranium, 45 % du manganèse et 30 % du cuivre d'Afrique. Leur approvisionnement en matières premières dépend de près de 15 % de ce continent qui représente un enjeu vital pour l'ensemble de l'économie européenne. Qu'on y songe !

Des enjeux économiques

Le Sahara occidental recèle, outre d'importantes réserves de fer, d'uranium, de pétrole et de gaz, 10 % des 80 milliards de tonnes des réserves mondiales de phosphates. Le gisement de Bou Craa, le plus important au monde, recèle, à lui seul, deux milliards de tonnes, à forte teneur, exploitables à ciel ouvert. Outre le pactole qu'elles représentent, ces richesses sont vitales pour l'agriculture européenne. Comment s'étonner des énormes investissements consentis par les monopoles internationaux parmi lesquels la Banque de Paris et des Pays-Bas. Le souci humanitaire de Giscard vis-à-vis des coopérants français en Mauritanie a bon dos lui aussi.

C'est bien sûr toutes ces richesses qui incitent l'impérialisme français à une « bonté » qui le conduit à lancer ses « Jaguar » contre les colonnes du Front Polisario. De même, s'il s'intéresse tant à la Mauritanie, c'est pour s'efforcer de garder le contrôle de son approvisionnement en fer.

C'est pour cela qu'il s'applique à y conserver des appuis et s'oppose aux efforts que fait la Mauritanie pour se dégager de cette dépendance (telle la nationalisation en 1974 de l'exploitation du fer).

Le Tchad où l'impérialisme français vient de s'illustrer par une sauvage agression est riche non seulement en coton mais surtout, pour ce qui intéresse Giscard, en bauxite, wolfram et uranium.

Quant au Zaïre, si le gouvernement français lui offre ses services, c'est qu'il guigne le cuivre et le cobalt et compte bien, en contrepartie, s'attirer les bonnes grâces de Mobutu pour développer des échanges qui ne représentent pas plus de 5 %, à l'heure actuelle, du commerce de ce pays.

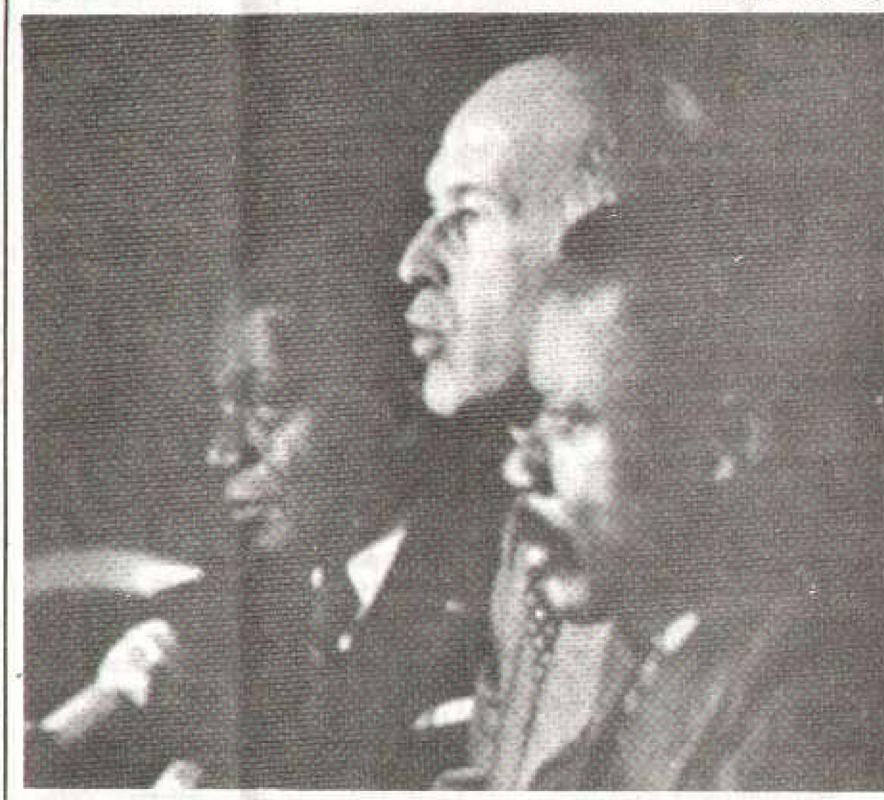
Des enjeux stratégiques

Mais l'enjeu africain est loin de se limiter à cet intérêt d'ordre économique. Les préoccupations stratégiques sont au premier plan de la politique que mènent toutes les puissances à l'égard de ce continent. C'est qu'au large des côtes africaines transite le pétrole indispensable à la survie de la France et de l'Europe. C'est la raison qui peut expliquer, par exemple, que l'impérialisme français s'accroche tant à Djibouti qui voit transiter à proximité deux tiers du pétrole, via la France. C'est également la raison pour laquelle l'URSS s'est donnée les moyens, que n'ont plus les USA, d'une offensive de grande ampleur en Afrique. Qui tient l'Afrique peut asphyxier l'Europe en bloquant son approvisionnement énergétique et mettre les USA à genoux.

C'est bien cela que visent les Soviétiques quand ils veulent asseoir leur domination sur la corne de l'Afrique et couper en deux ce continent en s'en prenant, après l'Angola, au Zaïre.

C'est à cette offensive, qui menace d'asphyxie la France capitaliste et toute l'Europe, que s'oppose Giscard dans la politique d'ensemble qu'il développe vis-à-vis de l'Afrique. L'enjeu africain, c'est cela pour l'impérialisme français.

Jean NESTOR



Pour sauvegarder son influence en Afrique, le gouvernement Giscard a recours, quand la situation le lui permet, à l'agression comme au Tchad ou au Sahara occidental. Mais, de plus en plus, il est obligé d'accepter le dialogue avec les gouvernements africains

L'offensive russe

Les hésitations de Carter

Les questions internationales prennent actuellement le pas dans la vie politique américaine. Face aux avancées social-impérialistes ces trois dernières années, notamment en Angola, en Éthiopie et plus récemment en Afghanistan, les représentants des monopoles américains sont divisés sur la politique à suivre.

La Maison blanche oscille comme une girouette entre des attitudes contradictoires, tour à tour *« dure ou conciliante »*, méfiante ou détendue et rassurante.

Une tendance à la fermeté

Deux hommes symbolisent ces courants opposés : Brzezinski, le conseiller à la Défense de la Maison blanche, la bête noire du Kremlin, se fait le champion de tous ceux qui pensent qu'il faut tenir la dragée haute aux Soviétiques. A son récent retour de Pékin, il a déclaré avec beaucoup d'éclat que *« les Soviétiques violent le code de la détente sur tous les fronts »* et que les propositions américaines sur les négociations SALT étaient *« à prendre ou à laisser »*. Il prône la rupture de toute relation des USA avec Cuba. Cela lui a valu une furieuse attaque de *« Granma »*, l'organe central du Parti communiste cubain dénonçant *« la politique cynique, aventurière, irresponsable et folle de ce troglodyte devenu aujourd'hui conseiller »*.

Une tendance à la conciliation

Andrew Young, le porte-parole américain à l'ONU tient un tout autre langage et plaide la conciliation avec Moscou, estimant qu'un engagement trop voyant de l'Occident en Afrique essuierait des échecs.

Après avoir déclaré l'an dernier, que la présence des troupes cubaines en Afrique avait des *« effets stabilisateurs »* sur ce continent, il récidive en estimant que les réactions officielles américaines aux menées de l'URSS et de Cuba en Afrique étaient *« trop émotionnelles »* et que l'expansion soviéto-cubaine dans ce continent n'était *« pas significative »*.

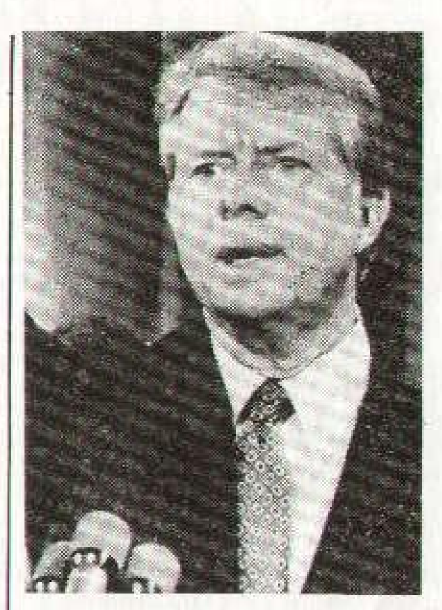
Il plaide pour le développement des négociations SALT et des relations avec Moscou et Cuba et estime que ce qui se passe en Érythrée ne représente pas une grande différence pour les intérêts des USA. Il affirme enfin que les rapports entre les USA et l'Afrique sont *« beaucoup plus économiques que stratégiques »*.

Carter oscille comme une girouette

Face à cette double pression, Carter multiplie les déclarations contradictoires. Il évoque à nouveau la question des droits de l'homme en URSS, il dément bruyamment le fait que le récent rejet américain de propositions soviétiques dans le cadre des SALT ait quoi que ce soit à voir avec la politique d'expansion de Moscou en Afrique. Dans un récent discours à Annapolis, il a brandi à la fois la carotte et le bâton, animé par le visible souci de faire plaisir à tout le monde. Dénonçant la présence soviétique en Afrique, il s'est en même temps félicité des accords de coopération américano-soviétiques et a affirmé que les chances de conclusions de l'accord Salt 2 *« étaient bonnes »*. Avant de conclure qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer, les USA ayant et devant garder la première place dans les domaines économique, scientifique et militaire. Ce qui, sur ce dernier point du moins, est de moins en moins vrai.

Considérablement affaiblie par les coups de boutoirs que lui porte le tiers monde, poussée à un repli sur le continent américain par un Sénat et un congrès échaudés par les mésaventures des guerres impérialistes, l'administration américaine ne sait plus guère à quel saint se vouer face à l'offensive accrue du social-impérialisme russe. Celui-ci ne manque pas d'exploiter cette situation au service de ses propres ambitions hégémonistes.

Annie BRUNEL



Carter multiplie les déclarations contradictoires.

DEPUIS DES MOIS LES RUSSES SPÉCULAIENT SUR LE COBALT.

Les Américains savaient que les Russes préparaient un nouveau coup de main sur le Shaba. Depuis plusieurs mois, en effet, les banques soviétiques avaient lancé une spéculation effrénée pour faire monter le prix du cobalt sur le marché international.

Or le cobalt est un minerai stratégique de première importance et dont le Shaba est le premier producteur mondial. Le rapprochement n'était pas difficile à faire.

L'expulsion des Chinois au Vietnam

Que veulent les autorités vietnamiennes ?

Après le conflit entre le Vietnam et le Kampuchea démocratique, et dont il est clair maintenant qu'il n'avait rien de positif ni pour le peuple vietnamien ni pour le peuple cambodgien, voilà qu'éclate un nouveau coup de tonnerre : des dizaines de milliers de Chinois du Vietnam ont déjà dû quitter ce pays expulsés ou contraints par des brimades qui frappent les centaines de milliers de Chinois résidant au Vietnam depuis fort longtemps. Le ministre des Affaires étrangères chinois a fait, à ce sujet, une déclaration dont les extraits qui suivent permettent de voir le cadre historique et en même temps de mesurer la gravité et l'ampleur du problème.

Tout comme pour le conflit avec le Kampuchea démocratique, les faits sont probants et montrent que c'est le Vietnam qui se trouve à l'origine des incidents. Après avoir d'ailleurs abandonné les positions sur lesquelles les deux parties s'étaient mises d'accord depuis longtemps et adoptant celles du gouvernement Ngo Dinh Diem à la solde des USA.

Pour nous qui avons toujours été en première ligne pour le soutien aux magnifiques luttes de libération des peuples d'Indochine, du Vietnam comme du Laos et du Kampuchea, pour nous et tous ceux qui ont puisé dans ces luttes enthousiasme et force pour mener ici le combat révolutionnaire, pour tous les travailleurs qui par millions les soutenaient et connaissaient les efforts et sacrifices fraternels, désintéressés du peuple chinois pour ces peuples avec lesquels il se considérait uni comme *« les lèvres et les dents »*, pour nous tous, c'est un rude coup.

Comment ne pas y voir les menées de l'URSS puisque ces conflits, ces très graves incidents qui opposent le Vietnam à ses voisins, vont justement de pair avec ce que tous les observateurs désignent comme un rapprochement de ce pays avec l'Union soviétique ?

On sait comment cette superpuissance opère dans le monde entier à l'égard des pays qu'elle prétend aider à la faveur de difficultés de développement que tous les pays du tiers monde ont à affronter, ceux ayant eu à mener une lutte aussi dure que le Vietnam notamment. Elle cherche à en faire des bases pour étendre son influence et sa mainmise. On sait ce qu'elle fait en Afrique, ce qu'elle a fait de certains pays de l'Est, de Cuba dont elle utilise en particulier les peuples comme chair à canon sur le plan militaire.

Pour ce qui nous concerne, nous savons que le peuple vietnamien a fait preuve d'immenses qualités dans sa longue lutte contre l'impérialisme.

Nous avons confiance en lui pour l'avenir et nous sommes sûrs qu'il saura retrouver le chemin d'une solide amitié avec les peuples révolutionnaires voisins.

Jacques DUROC

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES CHINOIS.

« Il est connu de tous que la Chine compte un million et quelques centaines de milliers de ressortissants au Vietnam, dont la plupart sont des travailleurs et dont 90 % vivent au Sud-Vietnam. En 1955, les Partis chinois et vietnamien ont procédé à un échange de vues sur la nationalité, les droits et les devoirs des Chinois résidant au Vietnam, et à la suite de consultations répétées, ils ont confirmé ce qui suit : les Chinois résidant au Nord-Vietnam, à condition qu'ils jouissent des mêmes droits que les Vietnamiens, peuvent, par étape, devenir des citoyens vietnamiens, selon le principe du libre consentement et après un long et patient travail idéologique de persuasion et d'éducation ; quant à la question des Chinois résidant au Sud-Vietnam, elle doit être discutée et réglée par les deux pays après la libération du Sud-Vietnam.

(...) Le Parti et le gouvernement vietnamiens approuvaient et soutenaient à l'époque ces principes, et ils ont souligné maintes fois dans des documents : « Les Chinois doivent jouir d'une liberté totale quant à l'option pour la nationalité vietnamienne, il ne faut absolument pas les y obliger », « Il faut continuer à accorder tous les droits à ceux qui n'ont pas encore adopté de leur propre gré la nationalité vietnamienne et s'abstenir d'adopter une attitude discriminatoire à leur égard. Il n'est absolument pas permis de précipiter les choses en leur donnant des ordres et de les mépriser ».

(...) Le 21 août 1956, le régime réactionnaire de Ngo Dinh Diem promulgua un décret pour forcer les ressortissants chinois à renoncer à leur propre nationalité et à adopter la nationalité vietnamienne. Le 17 avril 1957, ce même régime déclara l'annulation de toutes les cartes d'identité de ressortissants étrangers délivrées aux résidents chinois.

(...) Le journal « Nhan Dan », organe du Comité central du Parti des travailleurs du Vietnam, publia des articles pour stigmatiser les actes illégaux de la clique Ngo Dinh Diem. Dans les déclarations politiques et les autres documents pertinents publiés en 1960, 1964, 1965 et 1968, le Front national de libération du Sud-Vietnam définit ce qui suit : « Tous les décrets et toutes les mesures concernant les ressortissants chinois pris par le régime américano-fantoche sont abrogés » et « les résidents chinois ont le droit de choisir librement leur nationalité ». Cependant, après la libération du Sud-Vietnam, le gouvernement vietnamien modifia tout d'un coup sa position antérieure. Au mépris de l'esprit de l'accord réalisé entre les deux partis, le gouverment vietnamien, sans avoir consulté le gouvernement chinois, décréta, lors du recensement général des habitants du Sud-Vietnam et de l'élection des députés à l'Assemblée nationale en février 1976, une décision obligeant les Chinois résidant au Sud-Vietnam à inscrire la nationalité qui leur avait été imposée sous la domination de Ngo Dinh Diem.

(...) En même temps, la partie vietnamienne (...) a procédé au refoulement massif vers la Chine des ressortissants chinois qui s'étaient installés voici longtemps dans les régions frontalières du Vietnam. En octobre dernier, elle a entrepris d'expulser les Chinois résidant à Hoang Lien Son, Lai Chau, Son La et dans d'autres provinces du Nord-Ouest. Et l'opération a progressivement évolué pour aboutir à une expulsion massive des ressortissants chinois vivant dans les diverses régions du Nord-Vietnam. Elle a transporté par voie terrestre des dizaines de milliers de ressortissants chinois à Lao Cai, Dong Dang, Mong Cai et dans d'autres localités près de la frontière sino-vietnamienne pour les refouler ensuite vers la Chine. Dans le même temps, de nombreux Chinois ont dû rentrer en Chine par mer, à bord de petits bateaux. Au cours des deux derniers mois, le nombre des ressortissants chinois expulsés a augmenté chaque jour davantage, passant de quelques centaines par jour au début d'avril à des milliers durant la dernière décade de mai. A la fin de mai, le chiffre total a dépassé cent mille.

(...) Au début de 1977, le Vietnam, sous le prétexte d'un recensement démographique, a obligé les ressortissants chinois à s'inscrire en tant que citoyens vietnamiens. Nombre de ressortissants chinois qui ont tenu à garder la nationalité chinoise se sont vus privés de leur droit à l'emploi comme à la scolarisation ou licenciés de façon injustifiée, tandis que leur ration alimentaire a été supprimée par suite de l'annulation de leur droit de résidence. Les agents de l'administration locale et de la sécurité publique du Vietnam se permettent à tout moment de faire intrusion dans les habitations des Chinois, forcent ceux-ci à remplir des « formules de rapatriement volontaire », fouillent leurs maisons et se livrent aux exactions. De nombreux résidents chinois ont vu leurs biens acquis au prix de tant d'années de labeur illégalement confisqués. Beaucoup de familles ont dû se déplacer et elles n'arrivent toujours pas à trouver refuge. Au cours de leur traversée du territoire vietnamien, les ressortissants chinois ont enduré les pires souffrances et subi toutes sortes d'humiliations. Beaucoup d'entre eux ont été molestés sans aucune raison ; certains ont été même blessés ou tués par des soldats et des policiers vietnamiens qui ont ouvert le feu sur eux. ».



PHOTO DE L' AGENCE « CHINE NOUVELLE » QUI MONTRE DES RÉFUGIÉS FRANCHISSANT A GUE LA RIVIERE NANSHI DANS LA PROVINCE DE YUNNAN.

A NOS LECTEURS

Pendant la durée des congés d'été, le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraîtra les 4 et 25 juillet et le 22 août, puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 5 septembre.

Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros, en cas de changement d'adresse (indiquer entre quelles dates il se produit) et la modification éventuelle du nombre de prise).

En bref en bref

Des remous dans la jeunesse cubaine

D'après des informations émanant de voyageurs, certains remous seraient actuellement sensibles dans le peuple et parmi la jeunesse cubaine. Malgré les déclarations de Castro prétendant que « *l'intervention de Cuba dans les affaires africaines est un engagement révolutionnaire* » les choses en iraient sensiblement autrement pour beaucoup de jeunes qui, jusqu'à l'intérieur même du Parti, refusent d'être envoyés comme « *volontaires* » en Afrique. A Cuba, on dit en privé que les pertes, en Afrique, dont le chiffre est tenu dans le plus grand secret par le gouvernement, seraient très importantes. Ceci peut expliquer les hésitations cubaines à s'engager plus avant en Érythrée et le récent remplacement des officiers cubains par 12 généraux russes en Angola.

Au niveau économique, les Cubains commencent également à estimer que la baisse du prix du sucre sur le marché international n'est pas la seule explication de la pénurie de nourriture et d'articles de consommation courante qui se manifeste actuellement dans l'île ; le coût du maintien des troupes cubaines en Afrique apparait de plus en plus pour quelque chose.

Le Sud-Yemen retire ses troupes d'Ethiopie

Après s'être fait fermer une base militaire en Guinée (Conakry), Moscou vient de subir un nouveau revers en Afrique. Le Sud-Yémen vient de décider de retirer ses troupes d'Éthiopie. Elles étaient jusqu'ici engagées dans le corps expéditionnaire qui, sous les ordres du général soviétique Pétrov, est engagé contre les maquisards érythréens. On dit d'autre part que le Sud-Yémen serait plutôt favorable au projet de création d'une force armée inter-africaine.



Souvenons-nous de Soweto

Il y a deux ans, le 16 juin 1976, commençait la grande révolte de Soweto. A l'origine, des jeunes Noirs refusant le système d'éducation raciste et la répression qui, des les premiers jours fit plusieurs dizaines de mort. La police avait tiré dans la foule. Très rapidement, la colère s'étendit à Soweto, ville-dortoir d'un million et demi d'habitants noirs dans la banlieue de Johannesbourg. Les émeutes durèrent jusqu'à septembre, prenant pour cible tous les symboles du système d'apartheid : bâtiments d'administration bantoue, écoles, débits de boissons.

Soweto, c'est la révolte mais c'est aussi la répression. Les troupes du fasciste Vorster, firent en tout « 600 » morts et plus de 1 000 blessés graves. Cette répression n'a pourtant rien changé à la volonté du peuple azanien de se battre contre le racisme et le fascisme. Il y aura d'autres Soweto victorieux.

Irlande du Nord

La torture couramment employée

D'après une récente enquête d'Amnesty International, les brutalités et les tortures sont couramment employées en Irlande du Nord par l'armée britannique contre les « suspects ».

Selon l'organisme international privé d'aide aux prisonniers politiques, la police d'Irlande du Nord, les « *Royal Ulster Constabulary* » (RUC), se rend régulièrement coupable de brutalités dans l'interrogatoire des suspects. La commission d'« Amnesty », formée d'un avocat néerlandais, de deux médecins danois et d'un membre britannique de l'organisation, a constaté qu'en 1977 les forces de sécurité avaient eu recours à diverses formes de coups, aux membres et à la tête, ainsi qu'à des techniques psychologiques d'interrogatoires (menaces, humiliations) à l'égard des suspects.

RENAULT

« Nous vivrons ce que nous changerons »

Quand les patrons affirment
que « les ouvriers de
Renault sont heureux »,
ce n'est bien sûr que
cynisme et hypocrisie.
Qu'ils sachent donc
que les ouvriers de Renault,
Français et immigrés,
comme tous les autres
travailleurs
veulent être heureux,
qu'ils n'attendent rien
du ciel ni des patrons, »
et que c'est de leurs
propres luttes
que dépend l'avenir ;
un avenir débarrassé
du régime capitaliste.

Un lecteur ouvrier syndiqué à Billancourt



Une prime de 48 francs par an, soit quatre francs par mois, pour ceux qui seront aux avant-postes de la lutte contre l'absentéisme. Voilà ce que proposait la direction Renault dans le cadre des négociations centrales, ouvertes le 18 avril, à Billancourt. Les salaires, la cinquième semaine de congés payés, la réduction du temps de travail, la situation des OS, tout cela la direction ne veut pas en entendre parler.

Comme le dit Barre, il faut « *travailler, épargner, exporter, innover... le reste n'est que bavardage* »

Or chacun sait que dans notre société le rôle d'innovateurs n'appartient pas aux ouvriers que la seule épargne qui leur soit permise consiste à payer des dettes. Des ouvriers, de ceux qu'il n'a pas transformé en chômeurs. Barre n'attend qu'une chose : qu'ils travaillent ... et vite !

A la Régie, il n'est question que de ça. On n'est plus en 1975, époque où le gonflement des stocks entrainait des semaines de chômage technique. La Renault 5 se vend bien et le nouveau modèle R 18 aussi (les délais de livraisons sont de l'ordre de 6 mois).

Pour en faire une championne de compétitivité, il n'y a pas 36 moyens, on ne gagne pas les marchés étrangers seulement avec de la publicité. La recette est connue, il s'agit de rogner au maximum sur les coûts de production. En clair, ça signifie faire travailler l'ouvrier au maximum tout en bloquant son salaire.

Justement à l'atelier des grandes presses de Flins, le lancement de la R18 s'est traduit par une augmentation des cadences de l'ordre de 25 %. L'atelier des grandes presses ce sont 600 OS qui travaillent en équipe dont les gestes chronomètrés déclenchent à chaque instant un tonnerre de décibels et soumis en permanence à l'arbitraire et aux sanctions d'une maitrise garde-chiourme.

Depuis le 19 mai, l'atelier est silencieux. Les deux jours de mise-à-pied infligés à l'un des ouvriers pour un retard de deux minutes n'ont pas été tolérés : c'est la grève. Une grève que ni les provocations des cadres ni les interventions policières n'auront réussi à briser. Une grève poursuivie avec une détermination exemplaire dans l'unité de tous, quelque soit l'appartenance syndicale ou l'origine nationale (ce sont à 95 % des travailleurs immigrés). La revendication centrale : le



passage au P1 pour tous. Mais c'est dans les 12 usines de la Régie que court l'orage. A Cléon, notamment.

Dans cette usine « aux champs », à 20 km de Rouen, qui fut une des premières occupées en 1968, environ 7 000 ouvriers, professionnels et OS, fabriquent et montent des boites de vitesses et des moteurs.

Peu d'ouvriers, si ce n'est une poignée de syndicalistes fanatiques de négociations (mais ceux-là ne sont plus ouvriers... ou si peu), attendaient beaucoup de la concertation et de l'ouverture sociale. Que peut-il ressortir de négociations à froid sans rapport de force ? Mais avec la prime d'assiduité de 48 F, il ne s'agit même plus de miettes, c'est de la provocation ! Ceux de Cléon engagent la lutte.

Du 26 mai au 1er juin, le mouvement se développera malgré les écueils. Sans doute existe le risque de sombrer dans l'isolement à cause de la précipitation de certains. Mais surtout le risque d'être tout simplement étouffé par des dirigeant syndicaux qui font tout pour que le mouvement tourne court. Pendant cette période, les dirigeants CGT proposeront des débrayages de 2 H tandis que la CFDT proposait 24 H reconductibles. D'ailleurs le matin du jeudi 1er juin, le jour où la grève avec occupation commencera effectivement, des représentants de l'Union départementale CGT diffusent aux portes de l'usine, un tract significatif sur le thème : « *Ce n'est pas une minorité qui va imposer sa loi* ».

Pourtant dans la matinée, ce mouvement qu'ils n'ont pu réduire, les res-

ponsables CGT en prendront la direction. Que pourraient-ils faire d'autre ? Il est passé le temps où ils pouvaient opposer aux luttes la perspective du Programme commun mis en œuvre par un gouvernement d'Union de la gauche avec ministres communistes.

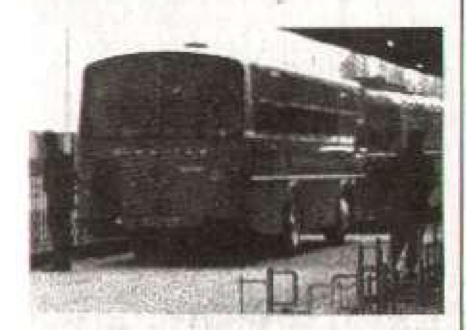
L'Union de la gauche est rangée au musée des illusions et pour le PCF, la perspective de pouvoir devenir un parti de gouvernement se fait à nouvau bien lointaine.

De plus, toutes les tentatives faites par certains dirigeans syndicaux appartenant au PCF, pour freiner le mouvement, loin d'aboutir, n'ont fait que creuser le fossé entre eux et les grévistes. A commencer par les militants du PCF et de la CGT qui sont nombreux parmi les ouvriers les plus combatifs aux côté de syndiqués CFDT ou de non-syndiqués.

C'est ainsi qu'au cours des journées précédentes certains dirigeants CGT ont pu, grâce aux huées et aux sifflets qui leur étaient adressés, mesurer leur degré d'influence et de popularité. Ce jeudi matin, l'idée d'organiser un comité de grève pour conduire la lutte commence à circuler au sein des grévistes. C'est plus qu'il n'en faut pour décider du changement d'attitude des dirigeants CGT. La grève et l'occupation s'installent, malgré les attaques et les provocations des cadres. Leur première tentative le jeudi midi sera un échec, ce qui n'empêchera pas une cinquantaine de cadres particulièrement haineux de récidiver le soir même. Ils doivent repartir après avoir reçu une raclée.

Le vendredi, huit délégués sont convoqués au palais de justice à Rouen devant le tribunal des référés.

Et c'est le lundi que le même tribunal ordonnera l'évacuation de l'usine dans un délai de 48 h. Injonctions d'une justice aux ordres du pouvoir qui seront sans effet sur la détermination des grévistes. Simplement, à compter de ce jour, ils savent qu'ils auront à faire face à un moment ou à un autre à une intervention policière. Les CRS qu'on attendait à Cléon seront à Flins dans la nuit du lundi au mardi. Ils prennent possession des grandes



presses que les cadres, dans leur zèle antiouvrier, n'hésiteront pas à actionner pour reconstituer un stock indispensable à la remise en route des



A Flins, l'unité des travailleurs de toute nationalité.

chaines de la R 18. A l'annonce du coup de main des CRS à Flins, la



colère monte et les débrayages de solidarité vont se multiplier dans toutes les usines de la Régie. L'usine de Dieppe où sont fabriquées les Alpines est déjà en grève ainsi que l'atelier des presses de Douai. C'est à Sandouville, près du Havre, que les débrayages auront la plus grande ampleur (plusieurs fois 8 h). La production tombera à 20 % pendant plusieurs jours. C'est le moment que choisit la direction confédérale de la CFDT pour s'opposer à la grève et pousser les hauts cris contre les « dangers de globalisation » du mouvement. Le mercredi parait, sur une pleine page dans le journal « Le Matin », une condamnation en règle de la grève, due à la plume de Chérèque, dirigeant de la Fédération de la métallurgie CFDT et ancien responsable du cartel CFDT-Renault. D'après ces messieurs, il faut poursuivre l'action en faisant des débrayages de 4 heures par semaine dans chaque usine, y compris à Cléon.

C'est la position qui sera imposée par en haut au syndicat CFDT de Cléon et qui vaudra à celui qui la présentera devant les grévistes d'être copieusement sifflé. Ce qui n'empêchera pas le responsable départemental des métaux de persévérer dans l'attaque. Le soir même, il déclarait sur Antenne 2 : *« Ce ne sont pas 500 ouvriers qui peuvent imposer leur volonté à 120 000 ».* Pénible conjonction d'arguments entre ces syndicalistes et la presse de Hersant, pour s'en prendre aux grévistes de Cléon. Toujours est-il que si Chérèque a pu *« imposer sa volonté »* au syndicat CFDT, et ce, au mépris de toute démocratie, vis-à-vis des grévistes, il a échoué !

C'est deux jours plus tard, dans la nuit du vendredi au samedi, que les CRS investissent l'usine, tandis que les occupants la quittent en bon ordre au chant de l'Internationale ! La reprise du travail, abondamment annoncée sur les ondes le lundi matin, n'aura pas lieu.

Ceux que, de « France Soir » à Barre, sans oublier Chérèque, on avait présentés comme une poignée de minoritaires seront des milliers à participer aux manifestations qui parcourent l'usine ce lundi ou aux défilés qui auront lieu à Rouen et Elbeuf.



Mais le mercredi, la reprise sera effective sans que la revendication des 300 F ni celle de la 5e semaine de congés ou de la réduction du temps

de travail n'aient été satisfaites. Ainsi la lutte se termine par un échec revendicatif et les échecs sont toujours lourds à porter.

Pourtant, s'agissant de la lutte de Cléon, il n'est pas possible d'en rester à ce constat. En effet, tant par sa portée politique d'ensemble que pour les leçons qui peuvent en être tirées sur place, la grève des ouvriers de Cléon présente un bilan extrêmement riche.

Que la grève chez Renault ait porté un coup dur à la politique de concertation voulue par les monopoles, qu'elle ait marqué la ferme volonté de la classe ouvrière de mettre en échec le gouvernement Giscard-Barre, ce n'est plus à montrer. L'essor des luttes constaté depuis et l'inquiétude qui s'exprime dans les milieux monopolistes l'ont amplement confirmé.

Attachons-nous donc plutôt à voir les points forts et également les points faibles qui se sont révélés au cours du mouvement.

Le profond désir de forger l'unité de tous les ouvriers pour gagner a été le moteur de la lutte, mais celle-ci s'est heurtée dans son développement à bien des obstacles et des limites.



Ainsi, à Cléon même, l'unité entre syndiqués CGT, CFDT, FO et non-syndiqués, qui faisait la force du mouvement, ne s'est jamais concrétisée à sa direction. Le comité de grève n'est resté qu'une idée, il n'a jamais existé.

C'est cette situation qui n'a pas permis que l'unité la plus large de tous les grévistes autour de l'occupation se renforce.

De même, alors que dans l'ensemble des usines de la Régie la combativité montait et que plusieurs luttes se développaient dans la région, la grève de Cléon est restée isolée, faute d'une coordination qu'aucun syndicat ne voulait impulser. En fait, deux voies, deux conceptions de la lutte se sont matérialisées, toutes deux opposées : celle représentée par les quelques centaines de travailleurs qui, du début à la fin, furent l'âme de cette grève mais qui n'en n'eurent jamais véritablement la direction ; et celle représentée par les dirigeants CGT et CFDT, liés respectivement aux directions du PCF et du PS. Bien qu'isolées, ce sont ces directions syndicales qui eurent le dernier mot et qui, selon le mot de certains grévistes, organisèrent la désorganisation de la grève.

Ainsi, l'échec de la grève, pour pénible qu'il soit, ne constitue pas une



Au piquet de grève à Cléon.

énigme mystérieuse pour bien des grévistes.

Mais qu'est-ce qui fait la force des partisans de la ligne de capitulation et de division au sein du mouvement ouvrier ? C'est qu'ils sont organisés. Tandis que la grande faiblesse et la cause de l'impuissance qui font que les meilleures idées restent lettre morte, c'est l'inorganisation des travailleurs les plus combatifs.

Voilà ce à quoi il s'agit de remédier dès maintenant, et pas seulement à l'occasion de grève, mais de façon permanente pour faire triompher les revendications des travailleurs et leurs aspirations révolutionnaires.

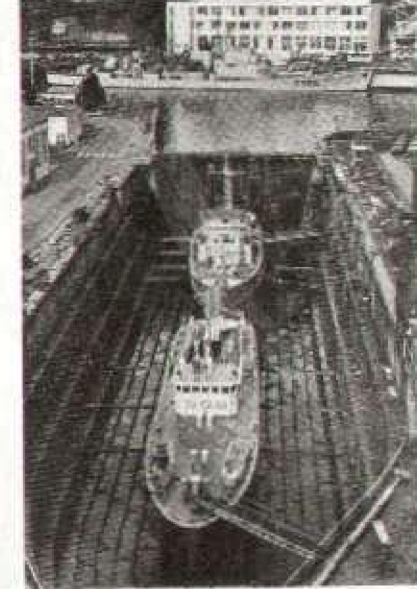
Cette organisation permanente de l'avant-garde des travailleurs que nous vous appelons à rejoindre pour l'édifier : c'est le Parti marxiste-léniniste.

Pierre MARCEAU

Grève dans les arsenaux

Avant même que le travail ne reprenne à Cléon, les 7 000 ouvriers de Brest entraient en grève, suivis bientôt par près de 50 000 travailleurs de la Défense nationale.

Brest, Lorient, Cherbourg, Toulon, les bassins des arsenaux sont devenus déserts...





Histoire d'un monopole Boussac

Le groupe Boussac a été longtemps l'un des « grands » du textile, de l'habillement, de la confection. Son empire, Marcel Boussac l'a construit avec la sueur et le sang des ouvriers de France mais aussi des colonies de l'impérialisme français puisque les colonies étaient son principal champ d'activité.

Le groupe Boussac est créé en 1910. Son fondateur s'appelle Marcel Boussac. Pendant cinquante ans, c'est lui qui dirigera personnellement le groupe. Très vite, il conquiert le marché français grâce à la spéculation, au stockage, la recherche des marchés de l'État.

L'ascension

C'est pendant la guerre de 1914-1918 que son groupe prend un essor considérable. Comme les autres capitalistes, il profite de la guerre. Il crée le CIC (Comptoir de l'industrie cotonnière) et la CCF (Consortium cotonnier français).

En 1919, il rachète les stocks de l'armée franco-britannique et ouvre ses cinq magasins « A la toile d'avion » et liquide ces stocks. Il crée ses propres écuries (aujourd'hui 250 chevaux).

Il s'implante dans les Vosges où il profite de l'exode rural, de la ruine des petits paysans, achète les terrains à bas prix, crée des usines où il embauche des gens à bas salaires. En 1924, il prend le contrôle des établissements Rousseau dans le centre de la France : treize usines encore aujourd'hui.

Il se lance dans les affaires en grand. Il prend des participations dans la SBP (société de banque et de participation). Il crée ses sociétés de bâtiment (logements ouvriers) ou en rachète (Collot), sa société d'assurance, ses colonies de vacances, ses crèches, ses maisons de retraite, ses ateliers de réparation de métiers, ses hôpitaux, ses maternités.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il jouera sur plusieurs tableaux et se débrouillera toujours pour faire des profits sans jamais contrarier personne.

L'apogée

C'est la Quatrième République qui verra son apogée. Il finance le Parti radical, il a ses entrées aux ministères, joue un grand rôle dans la nomination des gouvernements. Il habille les travailleurs des PTT, il crée la maison Christian Dior. Il continue de stocker. Aujourd'hui ses stocks représentent une quantité énorme de 5 milliards de centimes d'une longueur de 35 kilomètres sur une hauteur de 4 mètres. Il crée Bendix France (sous licence US). Il achète « l'Aurore ».

Le commencement de la fin

Les luttes de libération nationale vont peser d'un poids décisif dans la chute de l'empire Boussac. Il fabrique en effet des kilomètres de « boubous » en coton Boussac. Il possède ses plantations au Tchad (qu'il perdra en 1970). Vivant des colonies où il extorque des profits considérables, les luttes d'indépendance des peuples d'Indochine et d'Afrique vont restreindre ses possibilités.



La cité ouvrière de Boussac, il possède aussi crèches, hôpitaux, maternités, etc.

De plus, il se heurte à De Gaulle, soutient activement l'OAS en Algérie. Il perd ses entrées au gouvernement.

La concurrence capitaliste se développe en grand, d'autres monopoles ont mieux su s'adapter aux conditions nouvelles. D'aucuns ont investi dans des pays du tiers monde et s'assurent ainsi de gros profits. De plus, Boussac refusera les non-tissés textiles. Boussac n'investit pas à l'étranger depuis 1970.

La chute

Peu à peu, rentabilisant ce qui peut l'être, extorquant encore de gros profits, Boussac restructure. Il ferme des usines et y met ses stocks. Nous l'avons vu de nos yeux aux « Enclos » à Moyenmoutier. Par les carreaux cassés, on voit les rouleaux de tissu s'entasser.

En 1970, il ferme l'usine de Plainfaing (872 personnes) celle de Fives (2 800 personnes). En 1971, il ferme Bendix dans le Nord (496 personnes), il abandonne Christian Dior, secteur parfumerie. En 1972, il ferme à Igney (Vosges), à Wesserling (un atelier : 60 personnes), à Druenheim (160 personnes). En 1973, il ferme ou vend à Bohin, Thaon (300 personnes). Il ferme cinq usines des ateliers Rousseau dans le Massif central, etc. En 1975, il ferme toutes ses usines en Normandie (980 personnes), les « Enclos » à Moyenmoutiers (153 personnes).

En fait, Boussac se casse la figure en beauté mais c'est les travailleurs qui payent.

La politique Boussac

La politique de Marcel Boussac en matière d'emplois a toujours été constante. Jamais, il ne licencie. Il ferme une usine, propose des reclassements, met en surnombre le cas échéant. De fait, ce qu'il propose, est souvent inacceptable et les gens s'en vont d'eux-mêmes. Le tour est joué. Cela a l'avantage de garantir son image de marque, de désamorcer des ripostes d'ampleur.

Au niveau du financement, il vend certaines affaires. En 1974, il vend ses biens personnels, il vend aussi l'hippodrome de Saint-Cloud à la société d'encouragement des courses dont il est le PDG, pour 13 milliards de centimes.

Aujourd'hui, il veut vendre « l'Aurore ». De même, donc, à ce niveau, il laisse toujours l'impression aux gens qu'il va faire quelque chose. *« Monsieur Marcel va nous sortir de là »*, entend-on encore dire. Même si cette remarque commence à s'estomper peu à peu, les ouvriers comprennent réellement qui est Boussac. Un requin capitaliste qui ne pense qu'à ses profits. Mais les réactions, comme celles de Senoves le 10 mai ou Bettoncourt, lorsque le plan Petit a été présenté, sont encourageantes même si elles sont spontanées. Petit a été légèrement bousculé, chahuté, hué.

Et puis, quand les travailleurs apprennent que Marcel Boussac empoche leur Sécurité sociale pour financer ses affaires, cela en rafraîchit plus d'un. Pour expliquer, voilà ce qu'il fait : il empoche la part patronale Sécurité sociale des ouvriers qu'il devrait verser à l'URSSAF, ce qui lui permet d'avoir des sous et comme les salaires sont maintenant payés avec les 0,25 % au Fonds général de solidarité, il ne débourse pas un centime.

Image de marque d'un côté, mais capitalisme quand même, Marcel Boussac appartient à la classe des exploiteurs et cela tôt ou tard, les travailleurs de Boussac s'en apercevront et le réveil sera dur pour d'aucuns qui ont toujours compté sur le « calme » des Vosgiens !

Yves LEPIC



La colère monte dans les Vosges. Notre photo : manifestation le 10 mai à Sénones.

Quelques chiffres

Le groupe Boussac depuis 1953

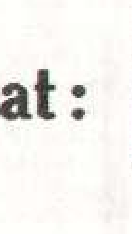
- 1953 : 25 000 personnes
- 1966 : 20 000 personnes
- 1975 : 14 000 personnes
- 1977 : 10 600 personnes

Boussac et les autres du textile

- Boussac : 10 600 personnes
- Agache-Willot : 27 000 personnes (19 000 dans le textile).
- DMC : 17 000 personnes.
- RCT : 17 000 personnes (6 000 licenciements prévus)
- Prouvost-Mazurel : 15 500 personnes.
- Texunion : 10 800 personnes.

Paris Province impression

Un patron de combat : le PCF



Paris-Province-Impression, c'est une imprimerie moderne, installée à Bagnolet en Seine-Saint-Denis, dans la zone industrielle de Montreuil-Lanoue.

Elle fait partie d'un groupe qui comprend l'Imprimerie Poissonnière (immeuble de l'« Humanité »), la SGP (Société de gestion Poissonnière), la SERP (Société d'édition de routage et de presse), à Montreuil, et Vaillant.

Dans ce groupe, PPI travaille surtout en sous-traitance par l'intermédiaire d'un organisme de prospection, l'Omnium graphique parisien.

L'entreprise est gérée et dirigée par le PCF.

Une entreprise commerciale

Des presses de la PPI sortent tracts, affiches, revues du PCF ou de la CGT, l'« Humanité dimanche », « Pif-gadget » ... mais aussi « Hara-Kiri », « Reporter », la publicité Yves Rocher, le journal économique ultra-réactionnaire « La vie française-l'Opinion ».

L'imprimerie travaille en grande partie pour le PCF et ses municipalités. Mais elle sort aussi, pour réaliser des profits, des publications de toute nature. Elle se trouve ainsi en plein dans la jungle de la production capitaliste et de la course au profit.

Et dans le monde capitaliste de l'imprimerie pour survivre, il faut restructurer et moderniser sur le dos des travailleurs. Chaque travailleur connaît les cortèges de licenciements, de fermetures qui accompagnent cette restructuration : Chaix, Lang, « Le Parisien ». Les patrons font payer la restructuration aux travailleurs. Mais la modernisation se fait moins brutalement qu'ailleurs, secteur par secteur, sans bruit. Ça a d'abord été les rotos et des travailleurs déplacés. Aujourd'hui, c'est au tour du secteur administratif et on parle de licenciements.

En mai 1978, un agent technique s'est suicidé. Il avait été licencié de chez Chaix. Un an de chômage, puis un stage et un contrat de deux ans à PPI. Il venait d'apprendre que ce contrat ne serait pas renouvelé. Comme disait ce travailleur, adhérent du PCF : « *Que les capitalistes me jettent dehors, d'accord, mais si les communistes en font autant, alors qu'est-ce qu'on peut faire ?* ».

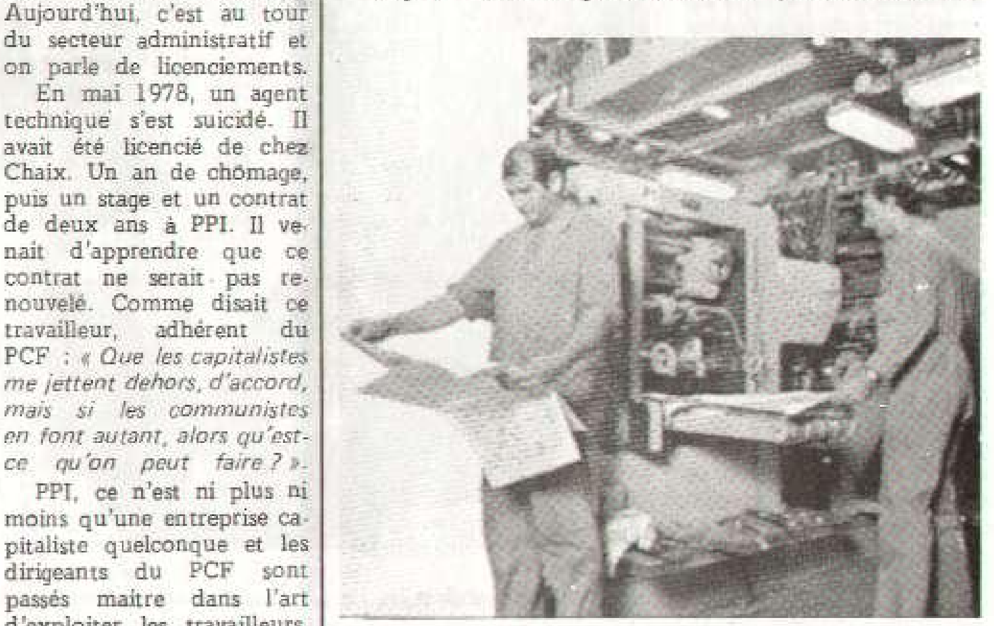
PPI, ce n'est ni plus ni moins qu'une entreprise capitaliste quelconque et les dirigeants du PCF sont passés maître dans l'art d'exploiter les travailleurs.

Une politique de division des travailleurs

Ils appliquent une division systématique du personnel en jouant sur deux statuts différents. Les ouvriers et les cadres techniques et commerciaux sont régis par le statut conventionnel des travailleurs du livre et du labeur. Ils sont organisés syndicalement comme dans n'importe quelle entreprise.

Mais les employés administratifs et cadres de direction ont un statut spécial, dit statut du permanent. Considérés comme permanents du PCF, ils ne peuvent s'organiser syndicalement, n'ont pas droit de grève, pas le droit de se réunir avec les ouvriers. Ils ont des périodes de congés réduites et l'obligation de faire des heures supplémentaires gratuites.

Depuis 1970, une partie



Au tirage : l'« Humanité dimanche ».

de ce personnel n'est pas adhérent au PCF. Ils sont entrés en lutte pour leurs droits.

Pour l'unité contre les dirigeants du PCF

Après le 22e congrès, les employés envoient une lettre au Comité central. Ils demandent un débat sur la révision du statut du permanent. Ils attendent toujours la réponse...

Par contre à PPI, le PDG, Guy Hatot, apporte une réponse brutale : « *C'est un mariage et le divorce ensuite* ». Autrement dit, si vous n'êtes pas contents, vous pouvez partir !

Devant l'impossibilité du débat, les travailleurs essaient de se syndiquer. C'est la répression : un licenciement et des mutations arbitraires. Finalement, une section syndicale CGT est créée en avril 1977. Et en octobre, c'est la première victoire, le syndicat est reconnu comme interlocuteur : c'est une première brèche dans le statut du permanent.

Alors le personnel exige les 40 heures sans diminution de salaires. La direction refuse d'abord catégoriquement puis cède seulement pour les femmes. Les hommes doivent faire un quart d'heure de plus par jour. Devant le refus du quart d'heure, la direction traite les travailleurs de provocateurs gauchistes. Elle accepte la journée de 8 heures, mais essaie de faire travailler un samedi toutes les huit semaines. Nouveau refus, la direction cède.

Les travailleurs n'ont pas accepté ce travail gratuit obligatoire. Il faut noter qu'à la « Vie ouvrière », ces journées existent toujours et qu'un travailleur a été licencié pour les avoir refusées.

La direction ne cède toujours pas sur le principe du statut du permanent. Les grèves restent interdites : « *La PPI, c'est le PCF, le PCF c'est la classe ouvrière, la classe ouvrière c'est vous, donc faire grève à la PPI, c'est faire grève contre vous* ».

Chaque retard, absence, réunion syndicale est notée.

En février 1978, douze employés sur quinze sont déqualifiés, ce qui entraîne des pertes de salaire jusqu'à 300 F.

Alors le personnel administratif se prononce à 75 % pour le changement du statut. En avril, les employés obtiennent de voter sur les listes FFTL-CGT et une assemblée réunit, pour la première fois, ouvriers et employés.

Pourtant, la direction ne renonce pas à la division. Elle refuse d'appliquer dans les faits le statut conventionnel. Hatot déclare : « *J'irai aux prud'hommes, même si je dois perdre* ».

C'est alors qu'intervient le non-renouvellement du contrat d'un agent technique. Son suicide et la note hypocrite du comité de parti de PPI déclenchent la colère. La direction, avec l'appui des dirigeants fédéraux du PCF 93, pousse les travailleurs à bout quand elle accuse le service comptabilité de ne chercher qu'à mettre le PCF en difficulté.

C'est la grève dans ce service !

Et en riposte, le chantage de la direction !

Chaque employé doit se prononcer individuellement face au directeur administratif sur le statut du permanent ou le statut conventionnel. Avec dans le second cas la certitude que toute promotion est bloquée.

On dit aux agents nettoyeurs : « *Si tu restes permanent, tu as 6 %, sinon rien, les payes sont prêtes à partir, il faut te décider* ».

Pour les gardiens, c'est encore plus net : « *Ils seront permanents, on ne leur demandera pas de choisir* » dit le secrétaire de direction.

Grâce à toutes ces pressions, ceux qui choisissent le statut conventionnel restent une minorité.

La lutte continue.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Comité de Parti P.P.I.I.N.
Cellule Pasquier-Daniel

Nous avons appris avec stupeur la mort de notre collègue et ami Claude Guntert.

Compositeur-typographe chez Chaix, il avait suivi des cours, afin d'accéder au poste d'agent technique de fabrication.

La perte de son emploi chez Chaix, les conditions difficiles de la lutte des Chaix, une période de onze mois de chômage, la dégradation de sa santé, la précarité de son poste de fabricant à P.P.I., ont pu perturber son équilibre moral, physique et familial.

Son acte tragique est peut-être à rapprocher des cas précédents, qui ont entraîné la mort de travailleurs.

On peut penser que toutes ces conditions difficiles à surmonter, ont eu raison de lui.

Les coupables, ce sont les tenants du capital, les responsables de ce régime, qui bradent nos usines et nos bureaux, ce sont les hommes qui suppriment les emplois des Chaix, des Boussac, des Terrin et bien d'autres encore.

Dans cette crise morale, sociale et politique, les communistes luttent pour sauvegarder l'emploi partout, et hâter ces changements décisifs qui permettront à chaque homme et chaque femme d'accéder au droit au travail et à la dignité.

(Nous sommes informés que les obsèques de notre camarade auront lieu le jeudi 18 mai à 17 h 15 au cimetière de Saint-Martin-du-Tertre.)

Cet avis a été affiché froidement dans l'usine. Quel cynisme.



Au montage : « La vie française », journal réactionnaire...



LE PCF : UN PATRON COMME LES AUTRES.

NB : la brisure équivaut à l'heure du repas.

PCF Bagnolet — P.P.I.-I.N — 11 octobre 1977

Changer notre vie, c'est possible...

Notre entreprise, pour faire face à l'évolution de notre industrie, et lui permettre de vivre, a dû restructurer son parc de machines feuilles. Elle a alors décidé d'acquérir une rotative qui lui permettra d'ouvrir son [illegible] sur de nouveaux marchés.

Cet apport de matériel moderne, compétitif, nécessite une reconversion sérieuse des personnels en place, mais aussi une mutation des conditions de travail.

Certes, un certain nombre de répercussions de cette mutation se font sentir, notamment en ce qui concerne la brisure sur les rotatives.

Les communistes, dans leurs cellules, au Comité de parti ont dû analyser ces problèmes.

D'un côté, soutenir la revendication des travailleurs de prendre un repas chaud dans de bonnes conditions ; de l'autre, arrêter les machines, soit un arrêt d'une heure par service se traduisant par une perte de [illegible] millions d'anciens francs par an pour notre entreprise.

Comme nous le [illegible], il était possible de trouver un compromis qui ne lèse pas les travailleurs et [illegible] pas l'entreprise par rapport à la concurrence. Ce qui a conduit à la décision d'aménager [illegible] des locaux [illegible] et à la construction d'un self. Les travailleurs pourront ainsi, par fractions, se restaurer dans de bonnes conditions, sans pour autant arrêter la machine.

Certes, cette solution n'est qu'un compromis, dans une période donnée, dans des conditions spécifiques.

Mais, à travers ce problème particulier, les communistes posent la question du changement.

Tout d'abord, nous savons ce que coûte à notre presse la lutte pour la vérité et la défense des travailleurs.

Notre Humanité, notre Huma Dimanche vivent dans des conditions financières très difficiles. Sans le travail bénévole de ses militants, la presse communiste n'existerait pas. Je [illegible] pour mémoire les budgets de publicité entrant dans le budget général de différents titres :

France-soir	34,50 %	Nouvel observateur	30 %
Le Figaro	[illegible]	La Croix	11 %
L'Express	[illegible]	L'Humanité	6 %
Le Monde	60 %	L'Huma Dimanche	14 %

C'est dire qu'une perte de 800 millions par an pour notre entreprise aurait des conséquences insurmontables.

Mais ce problème de reconversion a aussi le mérite de poser les limites de l'organisation syndicale

Le comité de grève indispensable à la lutte

Dans tous les récents conflits — RATP, hospitaliers, textile — à Renault en particulier, à Brest maintenant, se sont manifestées avec force la combativité, la volonté de lutte des travailleurs contre le plan Barre III. Et dans les luttes engagées, on a pu voir très concrètement comment dans l'action, à la base, les travailleurs transformaient en réalité leur profonde aspiration à l'unité.

Quand les revendications sont claires, quand l'action est non-équivoque face aux patrons, face à leur État capitaliste et ses flics, cette unité se fait, très simplement, très facilement car c'est l'aspiration commune fondée sur la communauté d'intérêt.

A Flins une unité enthousiaste

Il fallait voir ceux de Flins lorsqu'ils manifestèrent en un puissant cortège, parcourant l'immense usine ! Au coude à coude, Français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, syndiqués et non-syndiqués ! Nous étions loin des promenades si souvent renouvelées des journées pour *« l'union, l'action et le Programme commun ! »*. Ici, avec des mots d'ordre criés d'un seul cœur, c'était une unité enthousiaste et enthousiasmante !

Mais la manifestation n'est pas une fin. Il faut ensuite continuer pour accroitre le rapport de force en faveur des ouvriers sur la base de cette unité pour l'élargir, pour gagner.

La ligne fondamentale des directions syndicales

Et que voit-on alors ? Ceux qui se proclament les seuls habilités à diriger la lutte, les dirigeants des syndicats, hier les plus chauds partisans des journées promenades pour le Programme Commun et l'Union de la Gauche, que font-ils ?

Une fois le mouvement lancé par la base et après avoir éventuellement tenté de s'y opposer ouvertement comme à Cléon, ils soufflent tantôt le chaud, tantôt le froid, font de la surenchère, étalent leurs divisions. On a pu voir la CGT et la CFDT appeler à des débrayages différents au Mans et à Sandouville, après l'intervention des flics à Cléon et une fois la situation « mûre », ils appellent à la reprise : ils sont d'accord là-dessus comme ils sont d'accord sur cet objectif : *la reprise des négociations*. Ils les ont, il est vrai, commencées bien avant les conflits et au plus haut niveau, non pas sur les revendications qui font, sur le terrain, l'unité des travailleurs, mais sur les questions choisies par les patrons, les ministres, Giscard, le CNPF... Avec derrière cela, des millions de travailleurs en lutte ? Non pas : pour ce qu'ils ont à discuter et qui n'est que le prix de la paix sociale qu'ils offrent ainsi à la classe bourgeoise, ils n'ont pas besoin des travailleurs !

Sommes-nous contre les négociations ?

Non bien sûr : nous savons bien que dans la lutte contre la classe capitaliste, on est nécessairement amené à négocier, discuter avec l'ennemi ! Ce que nous refusons, ce sont les négociations sans rapport de force, sur le terrain des patrons : politique employée depuis longtemps contre les travailleurs dans de nombreux pays (Allemagne, Angleterre, Suède) plus récemment en Italie ou en Espagne, etc. En France aussi, avec une ampleur nouvelle depuis les dernières législatives, dans le cadre du plan Barre III, les ouvriers de Renault ou de Brest y ont opposé la riposte qui convenait !

Voyez aussi, en page 32, datant de 1953 et émanant de la CGT d'alors, une édifiante critique d'une certaine conception des rapports et discussions avec l'ennemi de classe, critique qui s'applique parfaitement aux dirigeants des centrales syndicales actuelles !

Quant à l'unité des ouvriers dans l'action, ces mêmes dirigeants refusent qu'elle se traduise dans la direction de la lutte : il n'y a que l'intersyndicale qui vaille ! Ils imposent cette conception dans leurs congrès, ils cherchent toujours à l'imposer sur le terrain.

Le comité de grève

Or, il faut, pour diriger, un organisme représentatif de tous les travailleurs, élire dans la lutte un comité de grève qui reflète bien la réalité de toute la boite en lutte — équipes, ateliers, etc... élisant chacun leurs représentants en qui ils se reconnaissent et ont confiance au moment de cette lutte. Seul un tel comité est en mesure de diriger l'action, conformément aux aspirations des travailleurs syndiqués ou non, de faire progresser leur unité. A lui d'impulser les initiatives, d'assurer la coordination avec d'autres entreprises, celle du groupe, s'il s'agit d'un groupe, celle de la région aussi.

La direction de la lutte doit appartenir aux travailleurs en lutte !

La démocratie, ce n'est pas seulement trancher entre des propositions différentes (quand il y en a !) voire contradictoires ! Réduite à cela, la démocratie n'est pas mobilisatrice. Il apparait vite que les décisions sont d'ailleurs prises en d'autres lieux et cela finit par conduire l'action et l'unité à l'effritement !

C'est ce genre de conceptions (auxquelles sont si attachés les dirigeants syndicaux) qui ont maintenu dispersé le mouvement de lutte dans les hôpitaux, fait reprendre les métallos à Terrin, les mains vides, comme l'an dernier à Dubigeon, après 3 semaines de grève.

Il y a une autre voie !

Nous le savons, bien des travailleurs le savent aussi aujourd'hui ! Si ceux qui occupaient, à Cléon, étaient aussi sereins que nous les avons vus, malgré la fatigue, la perspective d'intervention de la police, c'est qu'ils l'avaient compris. Pour que cette autre voie, celle de la lutte, de l'unité et de l'organisation sur des bases de classe, soit celle sur laquelle s'engage demain toute la classe ouvrière, il faut reconstruire le parti prolétarien qui, dans les usines, mènera la lutte contre les conceptions et la ligne néfastes qui brisent aujourd'hui nos combats.

Jacques DUROC

L'échéance du 1er juillet

FAIRE ECHEC A STOLERU

Le 27 septembre, Stoléru annonçait une série de mesures contre les travailleurs immigrés. Le but de ces mesures est de contraindre un million d'entre eux à quitter la France d'ici 1985. Ainsi le pouvoir fait des travailleurs immigrés des boucs-émissaires alors que la crise et le chômage ne cessent de croître. Les désignant comme les responsables du chômage, il essaie de diviser la classe ouvrière afin de mieux frapper les immigrés qui sont les principales victimes de la politique d'austérité et du chômage.

Rappelons quelles étaient ces mesures

1 — On ne délivrait plus de carte de séjour pour les immigrés considérés en situation irrégulière. Mais qu'est-ce qu'être dans une telle situation ? Pour s'y trouver il suffit qu'au cours d'un contrôle la police confisque les papiers d'un immigré même sans raison légale, pour qu'il soit de ce fait en situation irrégulière. Si un patron refuse un contrat de travail à un ouvrier marocain ou tunisien celui-ci n'est pas en règle. Plus simplement au moment du renouvellement de la carte de séjour, il suffit que la préfecture refuse le renouvellement pour n'être plus en règle. Autre possibilité : quand des immigrés sont au chômage, il suffit que l'Agence pour l'emploi refuse de les inscrire comme « demandeurs d'emplois » pour qu'ils soient en situation irrégulière.

2 — La deuxième mesure est le versement d'un million de francs (anciens) pour les immigrés qui inscrits à l'Agence pour l'emploi accepteraient de retourner définitivement chez eux.

3 — Interdiction de l'immigration familiale : depuis le 1er octobre 1977 les travailleurs immigrés ne peuvent plus faire venir leur femme et leurs enfants en France. C'est là une incitation à rentrer au pays.

L'échec des premières mesures

La carotte du million a lamentablement échoué. Très peu de travailleurs immigrés y ont mordu. Tous sont conscients de l'escroquerie qu'elle constitue. A cet échec s'en ajoute un autre de taille : la grève des résidents des foyers Sonacotra qui dure depuis trois ans.

Non seulement aucune mesure répressive du pouvoir n'a réussi à la casser mais ces mesures elles-mêmes ont connu un fiasco complet. En avril 76, dix-huit résidents étaient expulsés. Quelques mois plus tard, ils rentraient triomphalement en France. Un autre moyen envisagé pour casser la grève fut les saisies-arrêts sur salaire. Les tribunaux annulèrent cette mesure pour 9 foyers sur 14, et ceci grâce à une mobilisation importante des résidents et des comités de soutien. Pour les cinq autres foyers, la Sonacotra n'a pu entrer en possession de l'argent saisi qui est toujours bloqué aux tribunaux d'instance.

La répression dure et ouverte à l'ordre du jour

Ces échecs ont incité le pouvoir à accentuer la répression à l'encontre des travailleurs immigrés. Les campagnes et attentats racistes se développent. Les contrôles, dans le métro, dans la rue, se multiplient. Le refus du renouvellement des cartes de séjour se font de plus en plus fréquents ainsi que les refus d'inscription à l'Agence pour l'emploi.

De nouvelles mesures racistes et arbitraires sont venues compléter les premières. Ce fut l'extension et la législation de la détention arbitraire. Désormais par simple circulaire de Peyrefitte et Bonnet, la police peut emprisonner en fait illégalement des immigrés avant de les expulser.

Tout dernièrement l'offensive du pouvoir s'est précisée à l'approche des congés d'été. Stoléru a réuni les dirigeants des sociétés gestionnaires des foyers immigrés. De nouvelles mesures ont été décidées :

— Augmentation de 6,5% des loyers dans tous les foyers.

Tous ceux qui ne paieront pas les loyers seront expulsés ou feront l'objet de saisies-arrêts sur salaire.

— Enfin, il a été décidé de casser la grève par les mesures précédentes qui sont générales, mais par des mesures sélectives énergiques destinées à « neutraliser les meneurs ».

Elargir le soutien

Il y a quelques jours, des résidents de certains foyers de la région parisienne ont reçu la notification de payer tout l'arriéré de loyer non-payé par suite de la grève avec menace de poursuite judiciaire et d'expulsion du foyer.

Ces menaces très sérieuses vont se transformer en répression ouverte. Il est donc nécessaire de développer autour de nous un soutien ferme et large. Il n'y a pas d'autre solution pour faire échouer ces mesures. C'est là-dessus que doit se développer le soutien dans les prochains mois. Une campagne d'information de sensibilisation doit être largement effectuée parmi les travailleurs français en vue de renforcer l'unité de la classe ouvrière de notre pays dans cette lutte de première importance.

Henri MAZEREAU



Manifestation le 19 novembre 1977 contre les mesures Stoléru.

Mundial

Un ballon en or

La Coupe du monde de football est un événement qui, immédiatement, a suscité l'intérêt de millions de personnes dans le monde. Cette année, elle aura constitué, du fait de la campagne du boycott, un événement politique. La Coupe du monde, c'est aussi un événement considérable dans le domaine des affaires et du commerce.

Cet aspect économique du football qui transforme les joueurs professionnels en hommes-sandwiches prend une importance démesurée, lors d'événements qui ont une répercussion mondiale. C'est le cas pour la Coupe du monde.

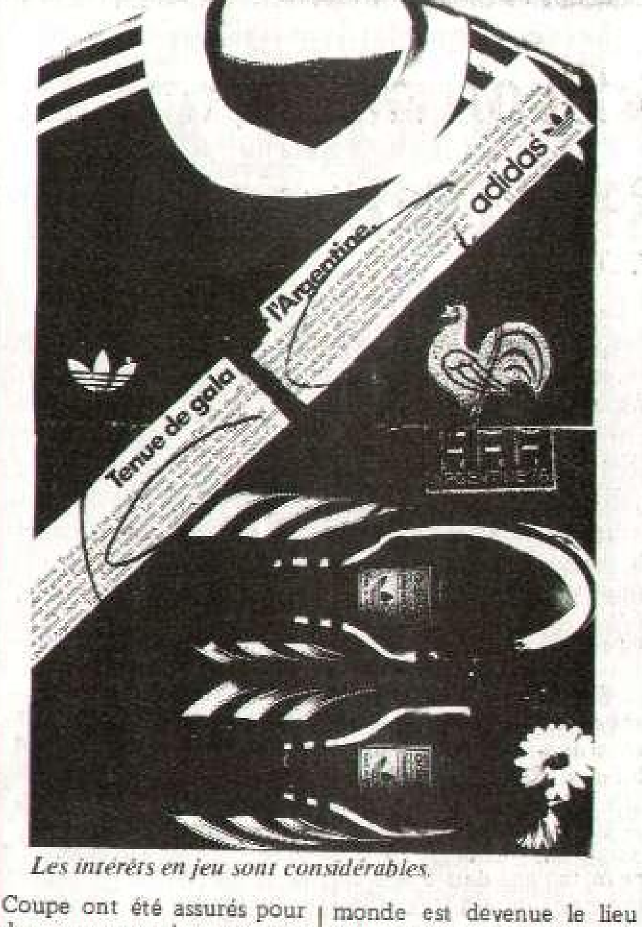
Des parts de gâteau fabuleux

Le fait que dans de très nombreux pays la Coupe soit télévisée a provoqué une hausse très forte des ventes de téléviseurs. Ainsi, Philips a vendu en mai 40 % de plus de postes que d'habitude. Les firmes allemandes de télévision ont obtenu en Argentine des contrats fabuleux. Siemens s'est assuré la plupart des contrats pour équiper le passage de la télévision argentine, du noir et blanc à la couleur. Le contrat se monte à 220 millions de francs. La même marque a également assuré l'installation de l'ensemble du matériel qui éclaire les stades. Mercédes a fourni les voitures officielles et cinquante autocars. La société anglaise West Nally a obtenu l'exclusivité de l'exploitation commerciale de la Coupe, exploitation qui, du simple fait de la publicité sur les panneaux dans les stades, rapportera environ 40 millions de francs. Pour ce qui est des firmes françaises, leur part du gâteau est plus maigre. Par exemple, l'entreprise Bodet, dans le Maine et Loire, assure en Argentine le chronométrage avec une société suisse. Bodet a vendu soixante-huit horloges numériques à chiffres sautants, pour une somme de 180 000 F.

Le monopole Adidas

Un des symboles des affaires dans le sport, c'est Adidas. C'est, en quelque sorte, un monopole d'équipements sportifs. Adidas équipe 80 % des joueurs de la Coupe du monde en chaussures. Les ballons utilisés sont des ballons Adidas. Cette société est divisée en deux secteurs : un secteur français et un secteur allemand. Leurs ventes globales dans le monde s'élèvent à trois milliards de francs par an environ. En dehors de l'équipement des joueurs, le marché s'étend aux tee-shirts. En France seulement 500 000 maillots et tee-shirts ont été vendus au moment de la Coupe du monde.

Les footballeurs sont donc devenus un capital pour les clubs et les marques dont ils assurent, moyennant quelques compensations, la publicité. Ce n'est pas pour leur propre sécurité que les 22 joueurs sélectionnés pour jouer la Coupe ont été assurés pour des sommes plus que coquettes dont certaines s'élèvent à 1,5 million de francs. C'est que les Platini, Bathenay, Trésor et autres constituent des supports publicitaires appréciables. Par exemple, la confiture Bouin, la moutarde Grey-Poupon, les chips Flodor, les biscuits L'Alsacienne, les yaourts Yoplait, les montres Seiko, etc. assurent une partie de leur publicité avec l'effigie de certains joueurs.



Les intérêts en jeu sont considérables.

Les clubs ou écuries

Les marques de confitures ou d'horlogerie ne sont pas les seules entreprises qui utilisent les joueurs. De plus en plus, les clubs riches sont de véritables entreprises.

Tel est le cas par exemple du Cosmos de New-York. Après la Coupe du monde de 1974, le Cosmos a « acheté » le capitaine de l'équipe d'Allemagne championne du monde, Beckenbauer, pour un milliard de centimes. La Coupe du monde est devenue le lieu d'un recrutement intensif. Les recruteurs des plus grands clubs y viennent pour découvrir la super-vedette capable de remplir les 100 000 places de leur stade. Cette année, il parait qu'ils sont déçus.

Les intérêts en jeu sont donc considérables au cours d'un tel événement. Il n'est pas étonnant que le résultat compte seul. Cela aboutit d'ailleurs à des procédés curieux. Ainsi, l'entraineur de l'équipe de Pologne a consulté un ordinateur pour savoir la tactique que son équipe devait adopter contre celle d'Allemagne de l'Ouest. Il a fourni à l'ordinateur tous les renseignements dont il disposait au sujet des Allemands. La machine a répondu entre autres choses que pour gagner, il fallait pratiquer l'anti-jeu. Finalement, le match s'est terminé sur le score nul 0-0. Il fut d'une particulière médiocrité.

Henri MAZEREAU

«Si on me donne la parole»

Par Domitila Chungara, femme de mineur bolivienne

« Si on me donne la parole » est le témoignage d'une femme de mineur de Bolivie, Domitila Chungara, recueilli par une journaliste brésilienne, Moema Viezzer, en 1976.

Née en 1937, dans la ville minière de Siglo XX, d'un père mineur, dirigeant syndical et militant politique, incarcéré et déporté de nombreuses fois, Domitila perd sa mère à l'âge de dix ans et est obligée de prendre en charge ses quatre sœurs. Elles vivent avec leur père une vie de misère, avec un seul jouet pour toutes, un ours sans pattes, sale et vieux, ramassé dans une poubelle et une seule paire de souliers qu'elles mettent à tour de rôle quand elles doivent sortir. Grâce à son père Domitila est consciente très tôt de la situation de dépendance de son pays et de la nécessité de se battre pour en finir avec la misère et l'oppression qu'elle engendre.

Partie prenante des luttes de son peuple

Mariée à un mineur, elle est partie prenante de ses luttes et se trouve constamment aux côtés des ouvriers dans leurs manifestations et leurs grèves. Elle sera du nombre des femmes qui, en 1961, organisent une grève de la faim pour réclamer la libération de leurs maris emprisonnés et font céder le gouvernement. C'est à cette occasion qu'elles prendront conscience de leur force et décideront de s'organiser en *« Comité des ménagères »* pour continuer la lutte aux côtés de leurs compagnons. Ce comité joue un rôle essentiel dans la lutte du peuple bolivien. C'est lui notamment qui a organisé, fin 1977 début 1978, une grève de la faim, suivie par plus de 1 400 personnes et qui a obligé le gouvernement fasciste de Banzer à décréter une amnistie générale et la liberté syndicale.

Domitila raconte comment l'organisation du Comité des ménagères dont elle sera bientôt élue dirigeante ne s'est faite que par une lutte constante contre la répression gouvernementale mais aussi contre la résistance de leurs maris qui accueillent leur première manifestation aux cris de *« Rentrez à la maison ! Allez faire la cuisine, allez faire la lessive ! Occupez-vous de vos affaires ».*

« Si on me donne la parole » est le récit d'une dirigeante, fière de son sang indien, fière de son rang de prolétaire, de sa prise de conscience progressive, de ses doutes, de ses luttes aussi, malgré les menaces, les emprisonnements successifs dans les geôles de Banzer, la déportation.

Femme extraordinaire ? Elle s'en défend. *« Cette histoire que je vais raconter,* dit elle en préface de son témoignage, *je ne veux surtout pas qu'on l'interprète seulement comme un problème personnel. Parce que je pense que ma vie est liée à mon peuple. Ce qui m'est arrivé à moi, a pu arriver à des centaines de personnes dans mon pays. »*



Domitila Chungara : *« Ma vie est liée à celle de mon peuple ».*

L'histoire du prolétariat minier bolivien

Et à travers Domitila c'est en effet l'histoire du prolétariat minier bolivien que l'on vit. Car Domitila ne vit que par et pour les luttes de son peuple. Elle ne doit la vie qu'aux mineurs qui se mettent en grève pour exiger sa libération alors qu'emprisonnée, on la donne pour morte. Et sans la conscience de cette solidarité et des souffrances de son peuple , elle se serait laissée aller à mourir après avoir accouché d'un enfant mort-né en prison.

Un livre à faire connaitre

Avec un langage simple et imagé, Domitila nous dit la nécessité de l'union des ouvriers et des paysans, le pourquoi de l'échec de la guérilla du Che en Bolivie, totalement détachée du peuple, la nécessité de l'organisation de la classe ouvrière. Elle nous fait part aussi de sa confiance profondément ancrée en elle-même, de la victoire du prolétariat. « *« Mon peuple ne se bat pas pour une petite conquête, une peu d'augmentation de salaire par-ci, un palliatif mineur par-là. Non. Mon peuple se prépare à expulser du pays pour toujours le capitalisme et ses valets, intérieurs et extérieurs. Mon peuple se bat pour arriver au socialisme.* », conclut-elle dans son livre.

Un livre pour les vacances, à lire et à faire connaitre.

Pierre DELAUBE

«Les bâtisseurs» à voir et faire voir

« Les bâtisseurs », ce sont des paysans du Larzac, forts de leurs traditions, qui luttent pied à pied contre les démolisseurs pour édifier un monde de justice débarrassé de l'exploitation. D'entrée de jeu, l'ennemi nous est clairement désigné : ceux qui veulent transformer ce magnifique pays en désert où pourront s'ébattre « joyeusement » dans leurs jeux de mort les défenseurs de l'ordre capitaliste.

Et ce sont des ennemis implacables, le reportage sur l'attentat dont fut victime la famille Guiraud, dans la nuit de 9 au 10 mars 1975, en porte témoignage. Contre ce déchaînement de haine, qui aurait pu être meurtrière, c'est la masse des paysans solidaires qui se dressent d'un même élan pour rebâtir la ferme détruite. Leur tranquille assurance, leur calme détermination face aux menaces qui pèsent sur eux tranchent avec l'attitude agressive et sauvage de l'armée et de la police.

Un film, reflet de la vie du peuple

Le reportage de 20 minutes en noir et blanc (« Réponse à un attentat ») sert d'introduction au film proprement dit, grande fresque colorée qualifiée par la presse de documentaire. Mais c'est beaucoup plus que cela : une œuvre d'art. Non pas objet esthétique accessible seulement à une élite, mais authentique reflet de la vie du peuple mettant en valeur l'essentiel et restituant le véritable sens de son action.

Saint-Sauveur, Cavaliès, La Blaquière, aucun de ces villages que nous découvrons n'apparaît comme isolé. A travers les particularités de chacun, on discerne la volonté inébranlable de la communauté paysanne du Larzac qui s'exprime tant dans son refus de l'extension du camp militaire que dans son action quotidienne pour la mise en valeur et le développement du pays.

L'individualisme n'a pas sa place ici, tous ont le sentiment d'appartenir à une collectivité qui ne pourra vaincre si la recherche du profit personnel prend le pas sur la solidarité de classe des paysans. Et c'est bien là l'aspect essentiel de ce film : l'affrontement de classe entre les travailleurs du Larzac et le pilier central de l'État bourgeois, l'armée. C'est bien pour cela que tout est mis en œuvre pour saboter sa diffusion.

Vous ne verrez donc pas ce film à l'affiche des grandes salles de cinéma. A Paris, il est passé dans une seule salle pendant deux semaines, et encore deux séances par jour seulement en alternance avec un autre film. Aucune publicité n'a été faite alors que nous avons subi un véritable matraquage d'affiches géantes pour nous inciter à voir des œuvres médiocres, tel ce « Rêve de singe » de Marco Ferreri, illustration de la dégénérescence bourgeoise, porté aux nues par de nombreux critiques.

Faites connaitres le film : il en vaut la peine

Alors si vous voyez « Les bâtisseurs » au programme du ciné-club du coin, de la MJC ou de toute autre association culturelle, ne manquez pas d'y aller et de faire une large propagande pour faire connaitre ce film. Mieux encore, si vous en avez la possibilité, faites venir ce film et autour de lui organisez des soirées-débats, ça en vaut la peine.

Henri BERTHAULT

Rassemblement au Larzac en 1977.



Musique

Faire table rase du passé ?

Une lectrice nous écrit à propos de l'article paru dans le numéro 30 du bimensuel traitant de la retransmission en direct du concert donné, à Pékin même, par l'orchestre symphonique de la Société philarmonique centrale, avec en soliste le pianiste chinois Ieou Che-kouen.

Elle écrit : *« Pourquoi trouvez-vous si positif le fait que l'orchestre symphonique de Chine joue les œuvres de Beethoven, Berlioz et Liszt. Ces œuvres n'ont-elles pas été écrites et jouées que dans les « salons » de la grande bourgeoisie ? Ne savez-vous pas que le peuple français est hermétique à ces « grandes œuvres » du répertoire classique ? Combien lui est plus chère la musique populaire...*

» Le plus important dans la musique, n'est-il pas le message qu'elle apporte ? Pour ma part, le souhait que je formule, c'est de voir cette expérience se renouveler, mais en direction de la musique populaire française, ce qui contribuera encore plus à renforcer l'amitié entre les peuples chinois et français ».

Cette lettre mérite une réponse et va permettre, nous l'espérons, de clarifier les points de vue erronés que nous rencontrons encore assez souvent dans nos propres rangs, comme parmi un certain nombre d'amis de la Chine.

Au cours de la période où la ligne politique de la bande des Quatre dominait la vie artistique, des points de vue sectaires et dogmatiques ont prévalu en Chine populaire.

Sous le prétexte de développer uniquement la création d'œuvres artistiques à caractère révolutionnaire, les Quatre avaient gravement sclérosé la vie culturelle chinoise. Seuls quelques rares opéras avaient reçu le feu vert pour être joués en public. Beaucoup d'artistes étaient persécutés, mis en prison, écartés des scènes sur lesquelles ils avaient si longtemps servi la révolution. C'est à cette époque que des thèses apparurent, condamnant certains compositeurs classiques comme étant réactionnaires, bourgeois, et n'ayant donc pas « droit de cité » sur les scènes chinoises.

Cette situation a changé aujourd'hui, c'est ce que nous rappelions dans le numéro 30 du bimensuel. Mais pour en revenir à la préoccupation de notre lectrice, bien sûr certaines œuvres musicales ont été jouées dans les salons de la bourgeoisie. Mais tout d'abord, un musicien comme Beethoven qui a déchiré la dédicace à Napoléon de sa 3e symphonie en apprenant son sacre, est-il à ranger du côté de la bourgeoisie réactionnaire et obscurantiste ou du côté de la petite bourgeoisie éclairée et progressiste, sympathisante des idées révolutionnaires de 1789 ?

Ce fils de petit commerçant a, de plus, apporté des innovations gigantesques à la technique de la composition musicale, ce qui est loin d'être négligeable. Cela veut-il dire que nous en faisons un « compositeur prolétarien », défenseur inconditionnel des luttes du peuple ? La question ne se pose pas, pas plus que celle de l'existence du marxisme à cette époque. Nous devons donc reconnaitre le rôle positif qu'il a pu jouer au sein même de la bourgeoisie allemande de son époque.



Ludwig Van Beethoven, sympathisant des idées révolutionnaires.

Quant à Liszt, rappelons que ce fut l'un des premiers compositeurs à aller collecter les mélodies et danses du folklore paysan d'Europe centrale afin de les intégrer dans ses compositions. Cela aussi est une chose positive.

Faudrait-il mettre le philosophe Hegel à l'écart de la connaissance du prolétariat sous prétexte qu'il n'était pas penseur prolétarien lui-même ? Et Descartes ? et Voltaire ? Ces penseurs et philosophes ne sont-ils pas des étapes indispensables à l'avènement du marxisme, à la compréhension des phénomènes culturels qui ont entouré Marx, Engels et les penseurs révolutionnaires de la fin du 19e siècle. Si, bien sûr.

Cela n'exclut évidemment pas tout le travail de recherche et de remise à l'honneur du folklore, des contes populaires qui incombe aux communistes ; bref, tout cet art populaire que la bourgeoisie a passé sous silence pendant si longtemps. Cela, c'est à nous de l'entreprendre dans notre pays, comme les camarades chinois l'ont entrepris dans leur propre pays. Et bien sûr, il nous revient également de développer toutes les initiatives visant à créer des œuvres révolutionnaires au service des luttes du peuple.

Mais nous devons nous débarrasser de certaines conceptions « étroites » que nous avions aussi développées et qui tendaient à faire table rase de tout art ou création non-exclusivement prolétariens. Car, au sein même de la culture dite « classique », existent bel et bien des œuvres à caractère progressiste dont nous devons nous servir, y compris dans notre combat quotidien de communistes.

Michel BATAILLE

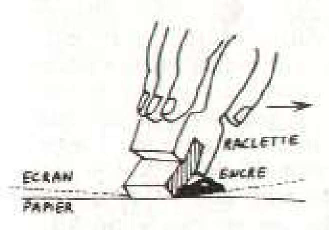
Dix ans après les ateliers populaires

LA TECHNIQUE DE LA SERIGRAPHIE

Après avoir vu comment s'y prendre pour concevoir une affiche de lutte (Bimensuel No 31), on aborde les techniques pour les imprimer soi-même.

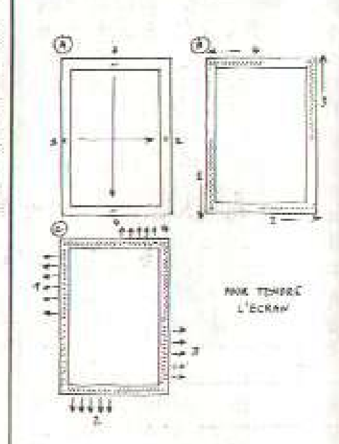
La sérigraphie est un procédé d'impression qui ressemble dans son principe à la technique du pochoir ou du stencil (ronéo) : le motif s'imprime là où le cliché laisse passer l'encre.

L'élément de base est donc un tissu de nylon (autrefois, de soie d'où le nom de sérigraphie) tendu sur un cadre : c'est l'écran. Préparer l'écran, cela consiste à reporter le motif à imprimer de telle façon que les mailles restent ouvertes selon le motif et au contraire fermées ailleurs. L'impression se fait avec une raclette en caoutchouc : l'encre est poussée à travers les parties ouvertes de l'écran et se dépose par contact sur la feuille placée en-dessous.



L'écran

En général, on tend soi-même le nylon sur le cadre. L'intérieur du cadre doit être nettement plus grand que la surface à imprimer (au moins 15 cm de plus en hauteur et 10 cm en largeur). Pour les affiches, on prend un nylon aux mailles assez grosses (nylon "Blutex" No 20). Il faut le tendre le mieux possible. Le morceau est coupé 5 à 10 cm plus grand autour du cadre et mouillé. On l'agrafe d'abord au milieu de chaque côté, puis successivement dans l'ordre du schéma en tirant très fort dans le sens indiqué.

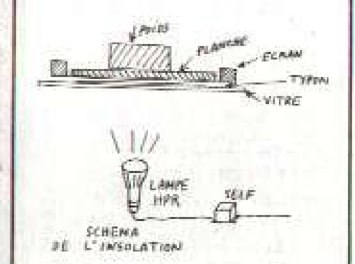


On peut vernir (vernis cellulosique) la partie du tissu qui est contre le cadre. L'écran ainsi préparé pourra être utilisé plusieurs fois, mais il faut le nettoyer parfaitement chaque fois.

Report du motif sur l'écran

1) Au sérigomme, on dessine directement sur l'écran avec une encre à base de caoutchouc liquide. Ensuite, l'écran est entièrement enduit de « liquide de remplissage » (vernis) à l'aide d'une raclette creuse. Dès qu'il est sec, on frotte le motif avec une gomme dure de façon à arracher le vernis partout où il y a du sérigomme : l'écran s'ouvre selon le dessin.

2) Report photographique : c'est le procédé le plus universel, le plus précis et le plus sûr. Il demande plus de matériel. L'écran est enduit d'une gélatine sensible aux rayons ultra-violets avec une raclette creuse. Le motif est préparé à la gouache à retouche (très opaque) sur un morceau de « Kodatrace » (calque plastique) transparent ou bien (si on a un labo-photo) reproduit sur un film photographique (Kodalith). Cela constitue le « typon ». En mettant en contact le typon contre l'écran enduit de gélatine sensible (séchée à froid et dans le noir) on fait l'insolation, c'est-à-dire qu'on l'expose à la lumière d'une ou deux lampes UV (ampoules HPR). Le rayonnement fait durcir la gélatine, sauf aux endroits protégés par le typon (avec deux lampes à 80 cm : 7 à 10 minutes, avec une lampe à 50 cm : 5 à 7 minutes d'exposition).



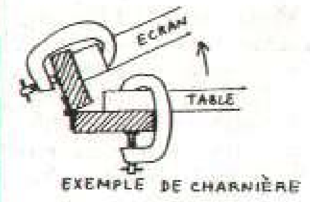
En lavant l'écran à grande eau, avec une douche, la gélatine part aux endroits où elle n'est pas « cuite » par les UV, donc selon le motif du typon.

Le typon peut être préparé aussi en découpant du papier noir ou avec un « film à découpe » rouge (une couche adhésive rouge qui arrête les UV sur un support transparent) ou en combinant les divers moyens.

La gélatine part à l'eau de Javel, ce qui permet de réutiliser l'écran.

Le tirage

L'écran doit pouvoir être relevé pour placer successivement les feuilles à imprimer. Il existe des charnières et tables industrielles.



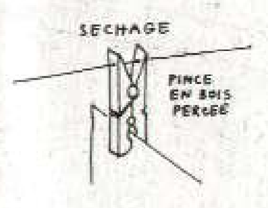
EXEMPLE DE CHARNIÈRE

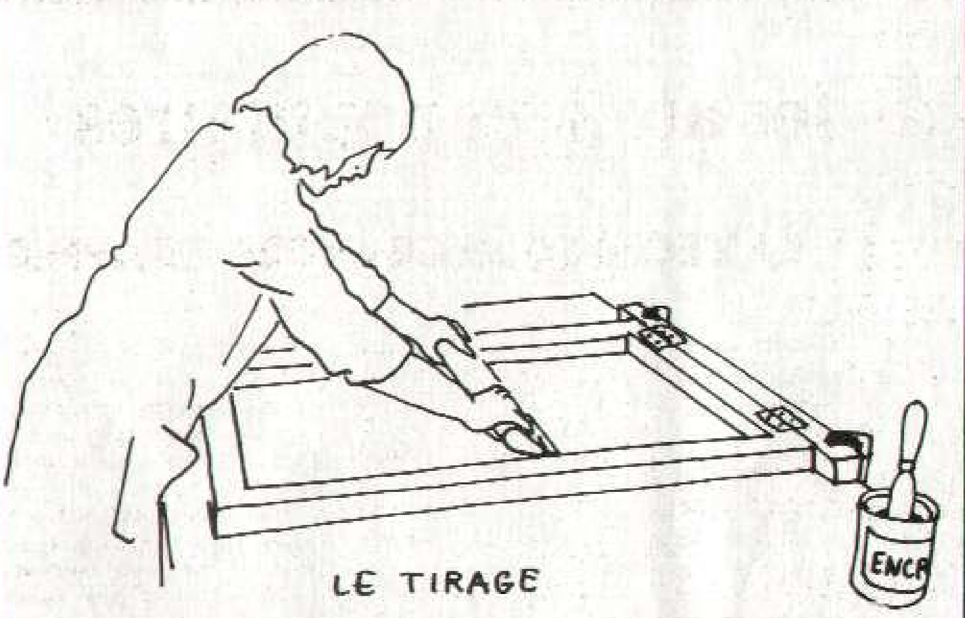
Il faut en tout cas une table assez grande, parfaitement lisse et plane (table de cuisine).

L'encre : c'est une espèce de peinture glycérophtalique (la plus ordinaire est mate). On la rend plus souple avec du white-spirit.

L'impression : on verse de l'encre en haut de l'écran, vers la charnière ; on tire vers soi la raclette et l'encre avec une pression uniforme et constante, d'un seul coup. La raclette est inclinée à 45o. On soulève l'écran pour retirer la feuille imprimée et on ramène l'encre vers la charnière avec la raclette pour imprimer à nouveau. La place des feuilles est repérée sur la table avec trois câles en papier adhésif.

Séchage : il faut prévoir l'espace pour suspendre les affiches le temps qu'elles sèchent, environ un quart d'heure. On peut tendre deux fils parallèles avec des pinces à linge en bois, percées en haut.





LE TIRAGE

Chaque écran ne sert que pour une couleur. Sauf si les couleurs sont nettement séparées (on masque successivement les différentes parties avec du papier adhésif) il faut autant d'écrans que de couleurs d'encre.

Pour tirer des affiches, il faut être au moins trois pour aller assez vite : un qui place le papier, un qui tire et ajoute de l'encre, un qui sort la feuille et l'étend. On tire ainsi cent affiches ou plus, en une heure. Mais il ne faut pas sous-estimer toute la préparation, les temps de séchage des vernis et gélatines et prévoir toutes sortes d'incidents (mauvaise insolation, écran qui se bouche, etc.). Il vaut mieux préparer l'écran la veille et mobiliser pour le tirage lorsque tout est vraiment prêt.

Cette description ne vise qu'à vous familiariser avec les principes de la sérigraphie. Pour s'y mettre, il faut voir ceux qui pratiquent déjà et se reporter aux manuels que nous citons.

Alexis VERT

LE MATÉRIEL DE BASE ET DES PRIX (hors-taxe)

Cadre en bois 60 X 80 : 43 F, 80 X 100 : 56 F.
Nylon « Blutex » No 20 : 37 F le m2.
Agrafeuse-cloueuse : environ 75 F.
Ruban adhésif 38 mm : le rouleau de 50 m : 16 F
Liquide remplissage cellulosique : 16 F le litre, solvant (acétone) : 9 F.
Sérigomme (drawing gum) : 13 F
Kodatrace : le rouleau de cinq mètres sur 1,1 mètres : 35 F
Film rouge à découper : 50 F le m2. Stylet X Acto : 12 F.
Gouache à retouche : 13 F
Gélatine sensible : environ 35 F le litre.
Raclette creuse en zinc de 30 cm : 33 F.
Lampe d'insolation HPR avec self : 180 F.
Raclette caoutchouc 50 cm : 28 F.
Encres, le kilo : de 20 F (noir) à 35 F (rouge vif) et plus selon la couleur
Et des spatules, une grande vitre, du white spirit, de la Javel, un sèche-cheveux, un système de charnière et beaucoup de chiffons.

DES LIVRES.

« La Sérigraphie » par Michèle Saint-Rémy - Éd. Chiron (24 F).
« La Sérigraphie au club des jeunes », par Michel Bordeau - Éd. Dessain et Tolra (12 F).
« Des adresses de fournisseurs à Paris : Tripette et Renaud - 39, rue Jean-Jacques Rousseau - Paris 1er. (catalogue très complet) succursales à Lille, Lyon, Marseille.
Buisine - 44, rue du Louvre - Paris 1er.
Tiflex - 87, Bd Poniatowski, Paris 12e.
Graphosilk - 10, Croce-Spinelli - Paris 14e.



« On ne gueuletonne pas avec l'ennemi de classe »

TEXTE PUBLIÉ EN 1953, DANS LE « SOUS-SOL LORRAIN », DE LA FÉDÉRATION CGT DES MINEURS DE FER.

Grève à l'aciérie de Pompey en 1936. Cette usine est actuellement en grève.

La corruption est l'arme traditionnelle des hommes du comité des Forges. Aussi vieille que le mouvement ouvrier lui-même, elle discrédite mieux qu'aucune autre méthode les cadres syndicaux aux yeux des travailleurs.

Dans certaines mines, à l'occasion de fêtes corporatives, inauguration de nouveaux bâtiments et de machines ou autres commémorations, la direction organise un banquet auquel, outre les médaillés, sont invités les cadres supérieurs de la mine et les membres du comité d'entreprise, ainsi que de vieux travailleurs.

Ce jour-là, bon enfant, le directeur annonce : *« Aujourd'hui, pas de politique... »*. Ce qui, traduit en clair, signifie : *« Oubliez les bas salaires, les brimades, les sanctions subies durant vos vingt, vingt-cinq ou trente ans d'activité... »*

Il place à sa droite le plus vieux travailleur, à sa gauche le secrétaire du comité d'entreprise, et puis l'on trinque à la santé réciproque de chacun. On passe ensuite aux vœux. Lesquels ?

A la fin de l'exploitation capitaliste ou implicitement, à la prospérité de la liberté capitaliste de voler les travailleurs.

Dans les discours, le patron exalte les vertus de la longue collaboration de l'exploitant et de ces vieux travailleurs et disserte sur la prospérité de l'entreprise.

Le premier pas franchi, et le petit vin blanc aidant, on se congratule, on se frappe dans le dos et on va même jusqu'à se tutoyer !

Le lendemain et les jours suivants, un peu penaud, le militant réfléchit. Le patron s'apprête à licencier les vieux travailleurs de la veille. Va-t-on le dénoncer ? ... On est un peu gêné, d'autant plus qu'entre temps, celui-ci, ses ingénieurs et ses cadres, avec l'intention qu'on devine, ont fait circuler le bruit qu'il ne restait plus une bouteille pleine. Ils se sont complus de même à décrire la bonne compréhension et la bonne camaraderie qui régnèrent tout au long du banquet, ainsi que le bon comportement envers la direction de tel ou tel militant !

De bons camarades disent : *« C'est vrai, mais comment faire ? Si nous n'allons pas à ce banquet, nous laissons nos camarades seuls en tête-à-tête avec le patron. »*

Cet argument ne tient pas. En effet si au cours d'une assemblée préalable des travailleurs, nous expliquions les raisons pour lesquelles il nous est impossible de banqueter avec les patrons, nous sommes certains qu'ils nous approuveraient. Et il est encore une autre solution.

La veille du banquet, il n'est que de réunir les travailleurs et leur soumettre le texte du discours qu'y prononcera le militant le plus responsable, et dans lequel sera dénoncé fermement l'exploitation patronale. Soyons convaincus que le banquet sera vite terminé et que, l'année suivante, le problème sera résolu.

Nous pensons que nos camarades d'Hussigny ont trouvé une bonne solution. Ils proposent de supprimer l'excursion et le banquet et d'en partager la subvention entre les médaillés.

Soyons assurés que cette proposition est chaleureusement approuvée par les médaillés et par tous les mineurs.

Cette année, nous avons constaté une très nette amélioration sur le contenu de classe de la fête de Sainte-Barbe.

Après le recueillement sur la tombe des tués, les visites dans les hôpitaux aux camarades blessés et malades, quelques repas ont été organisés entre ouvriers et employés sans la présence des exploitants.

Néanmoins, nous avons eu connaissance que quelques camarades se sont laissés entrainer à la table du directeur, dans les bals, avec lequel ils ont échangé de larges poignées de main. Comment les travailleurs vont-ils juger ces camarades qui ont fraternisé avec des exploiteurs qui, chaque jour, les volent, les briment, les menacent de les priver de leur gagne-painn.

Chez De Wendel, certains camarades, malgré les avertissements du congrès d'Audun-Le-Tiche, continuent d'aller gueuletonner à Paris, en tête à tête avec Paschal, président de la Chambre syndicale patronale de la Moselle, à l'occasion de la réunion du comité central d'entreprise.

Pour s'excuser nos camarades disent : *« C'est toujours ça d'arraché au patron ! »* Détrompez-vous, camarades, vous n'arrachez rien du tout au patron de cette façon ! C'est lui qui réussit à détacher de vous les ouvriers qui vous font confiance. De Wendel ne manque pas une occasion de faire connaître aux travailleurs, par ses agents, le montant de vos indemnités, le prix de vos repas et de l'hôtel, ceci pour vous discréditer à leurs yeux, leur faire perdre confiance en l'organisation syndicale, leur imposer de bas salaires qui compenseront largement les dizaines de milliers de francs de vos déplacements et de vos repas.

Camarades, mettez-vous à la place de l'un de ces 23 000 ouvriers de De Wen. Ce travailleur se dit : *« Moi, je ne casserai jamais la croûte avec De Wendel. Si mes dirigeants le font, c'est qu'ils ne sont plus semblables à moi-même et, par conséquent, ne peuvent plus défendre honnêtement mes intérêts. »*

Comment un militant peut-il manger face à face avec un Paschal qui méprise les travailleurs et nos organisations syndicales ?

Songez que l'homme qui est en face de vous représente la maison De Wendel qui, depuis un siècle, exploite des dizaines de milliers de travailleurs qu'elle n'a jamais reculé et ne reculera devant aucun crime pour conserver ses privilèges.

Songez que tout ce qui est sur cette table est le produit de la sueur et du sang de vos camamrades restés à la mine, à l'usine, au cimetière.

Non ! La place d'un militant n'est pas à cette table. Elle est dans le restaurant modeste où toute la délégation ouvrière doit se retrouver autour d'un repas fraternel et discuter fermement de la façon dont on va attaquer l'ennemi au cours de la séance de l'après-midi.

Non, camarades, l'ouvrier, le patron, l'exploité et l'exploitant, le voleur et le volé ne peuvent s'asseoir à la même table, si ce n'est pour se battre : l'ouvrier pour exiger son dû, le patron pour conserver le produit de son vol !

Non, on ne gueuletonne pas avec l'ennemi de classe, le patron !

Article envoyé par le correspondant Woippy (Moselle).